Le numéro 0 fr. 30

N° 16. — Vendredi 20 Mars 1936.

La Commune DE PARIS

Organe Central
du Parti Communiste Internationaliste
(SECTION FRANÇAISE DE LA IVe INTERNATIONALE)

66, Faubourg St-Martin ■ Tél. Botzaris 85-88 ■ Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

Sarraut, l'assassin, fait poursuivre "La Commune" en se basant sur les lois scélérates votées par les chefs du Front Populaire !

MARDI 24 MARS 20 h. 30
Salle Albouy 37, rue Albouy

Les organisations suivantes :
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE Groupe Bolchevik Léniniste - Jeunesse Socialiste Révolutionnaire - Comité Révolutionnaire d'Action Coloniale - Fédération Communiste Libertaire - Groupes d'Action Révolutionnaire - Jeunesse Syndicaliste des P.T.T. - Action Léniniste - Groupe de la Lutte Finale - Comité contre la Guerre et l'Union Sacrée, organisent un

GRAND MEETING CONTRE L'UNION SACREE

public et contradictoire

Debout ceux qui veulent opposer l'action révolutionnaire contre la guerre !

Voir page 4, les renseignements sur l'organisation du meeting.

NOTRE POLITIQUE

« La guerre future étant appelée à mettre en œuvre toutes les branches de l'activité nationale, ne sera plus qu'une des formes mêmes de la politique générale du pays. » (Paul-Boncour, 1927.)

⁂

La politique générale du pays : militarisation à outrance, impôts accablants, misère pour les chômeurs, bandes fascistes, réconciliation du parti communiste avec le drapeau tricolore et l'église, bavardage socialiste pour la S.D.N., curée électorale. Toutes les branches de l'activité nationale chloroforment les travailleurs pour la mise au point de la prochaine dernière des guerres.

L'activité nationale pourra connaître à nouveau les beaux jours de 1914 à 1918.

Pour les travailleurs, la mobilisation sans distinction d'âge ni de sexe. La vie au service de « l'activité nationale » du Comité des Forges, du Comité des Houillères, de la Confédération Nationale du Patronat français, de toutes ces associations légales de détrousseurs.

Le parti communiste internationaliste, celui qui sera le trouble-fête, celui qui ne veut pas laisser danser cette danse macabre de « l'activité nationale ». Le parti qui organise le soldat, le jeune, l'ouvrier de l'usine ou le chômeur, le paysan, l'ouvrière, l'ouvrier immigré ou colonial, pour piétiner l'union de la nation française, pour dresser l'opprimé contre l'oppresseur. Le parti qui organisera à l'usine, à la caserne, la défaite de l'oppresseur, qui profitera des difficultés de son ennemi pour l'achever. Le parti qui unit l'exploité de ce côté du Rhin à celui de l'autre rive du Rhin, au coolie chinois, au nhaké d'Indochine, à l'exploité de partout.

Toutes les branches de l'activité nationale se développent avec la peine et la vie des travailleurs. Le parti communiste internationaliste mettra sans dessus dessous cette activité nationale. Il est le parti qui exproprierà les expropriateurs, le parti de la révolution mondiale.

coups de burin

L'année dernière, la fameuse déclaration de Staline m'avait un peu ébervlué.

Par la suite, le Front populaire extensible, la Marseillaise, le drapeau tricolore, la Réconciliation française et la collaboration aux bonnes œuvres de la paroisse, tout cela me donna de sérieux doutes sur la rectitude de la ligne politique révolutionnaire suivie par le communisme national et international selon Staline.

Comme je les exprimais à un brave camarade du P.C., celui-ci de rassura :

« ...Mais non... ne t'en fais pas... Tactique que cela... et la ligne... tu la retrouveras bientôt... et honnêtement... tu en conviendras le premier... »

Le camarade avait raison... Après le discours de Cachin à la Mutualité où il acquiesce à la prochaine dernière... après les jacobinades de Thorez à Saint-Ouen, j'ai compris... et j'ai retrouvé la ligne...

Désormais... la ligne du P.C., c'est la ligne bleue des Vosges... la ligne bétonnée... la ligne Maginot !!!

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE EN PRATIQUE

MUSELER LES CANONS... COMMENT ?

VOICI seulement quelques mois, le courant pacifiste était encore assez puissant, en France, pour que les pires fauteurs de guerre n'osent, dans leurs discours, le heurter de front.

L'agrarien dont les exigences douanières attisent les germes de guerre, la grande bourgeoisie dont les rivalités économiques provoquent les conflits internationaux, le politicien qui vote le budget de la guerre, les marchands d'obus et les fournisseurs aux armées, tous affirmaient leur désir de paix.

Que d'illusions, à l'abri desquelles la préparation à la guerre fut poussée activement, ont été ainsi répandues dans la masse des travailleurs ! Pour être resté sentimental et invertébré, faute d'avoir été concrétisé dans une action effective et quotidienne contre la guerre, le courant pacifiste reflue et disparaît devant le courant chauvin, aux ondes mortelles, qui grossit à vue d'œil.

L'idée d'une guerre nécessaire s'accrédite dans les esprits. Demain, si nous ne prenons garde, l'opinion sera mûre et acceptera la marche aux charniers, si nous ne réagissons d'urgence. La question de la lutte contre la guerre est posée plus impérieusement que jamais. *Le Parti communiste internationaliste a pour tâche de la résoudre au profit du prolétariat.*

Posons d'abord ce postulat : La guerre est imposée par des hommes à d'autres hommes. Plus précisément, elle est faite au profit de la bourgeoisie internationale et aux dépens des travailleurs de tous les pays. Or, on n'implore pas la paix, on l'impose et la lutte pour la paix est ainsi un aspect de la lutte des classes, puisque ceux qui exploitent les prolétaires et rançonnent les paysans sont également ceux qui sacrifient dans les guerres les masses ouvrières et paysannes.

⁂

Seule, l'action collective des masses peut faire échec aux puissance de guerre, et la seule force capable de museler les canons, c'est l'action internationale puissante, concertée et dirigée, *de milliers d'ouvriers et de paysans.*

Dans la mesure où elle sera engagée sans retard, cette action permettra en outre un regroupement de forces prolétariennes capables, si le conflit guerrier éclate cependant, d'en faire surgir la révolution socialiste.

La lutte effective contre la guerre implique donc l'existence d'un parti révolutionnaire et comporte plusieurs aspects :

a) Travail de classification politique et propagande générale pour opposer au courant chauvin un contre-courant révolutionnaire ;

b) La dénonciation incessante des formes de préparation à la guerre. On combat valablement ce qu'on connaît bien ;

c) L'organisation des masses en Comités d'ouvriers, de marins, de soldats, en conseils paysans, luttant pied à pied et quotidiennement contre la guerre et les formes de sa préparation. En même temps, la popularisation et la coordination de ces actions.

Prenons un exemple. Que la projection d'un film ou la lecture d'un journal provoque l'indignation individuelle de cinquante travailleurs, cette réaction salutaire restera sans effet ; mais que cinquante travailleurs se concertent et s'organisent pour siffler chaque soir le film chauvin, la chanson « patriotarde » ou pour boycotter le journal menteur, cet objectif, minime en soi et immédiatement réalisable, acquerra une valeur politique considérable.

Les militants prendront conscience d'eux-mêmes, de leurs forces et de leurs possibilités. Ils apprendront à se connaître. Leur action, popularisée par notre journal, suscitera des imitateurs dans tout le pays. Nous serons au début d'un courant collectif d'opinion... dont les échos iront porter aux travailleurs des autres pays, par les liaisons internationales du P.C.I., l'augure des fraternisations futures.

⁂

Et ceci nous amène aux autres formes de lutte effective contre la guerre, avant que le conflit soit né.

Chacun sait, et il nous appartiendra d'en démontrer mécanisme devant les travailleurs, que les guerres impérialistes exigent la mobilisation de toute la nation sans distinction d'âge ni de sexe (toi Paul-Boncour), et la mise en œuvre de toute la vie économique du pays.

Ce qui signifie que la préparation à la guerre ne s'élabore plus seulement dans les bureaux de recrutement ou dans les casernes, mais aussi et surtout dans toutes les branches de l'activité sociale, sur tous les lieux d'exploitation du travailleur par le capitalisme. Dans une certaine mesure, la lutte effective contre la guerre s'identifie à l'action des travailleurs pour leurs revendications immédiates

Nous connaissons déjà un certain nombre de mesures tendant à mettre à la disposition des états-majors l'appareil économique et technique du temps de paix. On prévoit donc une militarisation intégrale de l'appareil de production industriel et agricole. C'est là que les puissances de guerre sont vulnérables ; c'est là qu'il faut porter les coups. L'ennemi est dans notre propre pays : Un syndicat actif ou un comité imposant le contrôle ouvrier dans chaque usine, un conseil paysan dans chaque commune, surveillant le tracteur agricole que l'agrarien peut instantanément transformer en remorque d'artillerie, ou contrôlant la coopérative dans laquelle on mobilisera leurs produits agricoles destinés au ravitaillement, sont autant d'avant-gardes révolutionnaires installées chez l'ennemi, capables de l'affaiblir d'abord, de le terrasser ensuite.

RÉPERCUSSIONS DU COMPROMIS DE LONDRES

L'offensive réactionnaire reprend au nom de la défense de la paix

QU'ADVIENDRA-T-IL ? Les formules générales sur le capitalisme qui porte la guerre dans ses flancs n'empêchent nullement le plus grand nombre de se trouver désorienté devant l'imbroglio des propositions et des volontés exprimées par les différents brigands capitalistes en présence.

D'abord, un fait s'est montré avec une évidence sans pareille : la fin de l'impérialisme français de 1936 comme impérialisme de première zone, son déclin, l'impossibilité de reprendre son rang par son seul poids spécifique, en dehors d'une nouvelle victoire militaire.

En second lieu, la continuation par l'Angleterre, qui a perdu sa première place dans le monde, de son jeu de bascule entre la France et l'Allemagne pour maintenir son rang en Europe ; et son freinage d'un conflit pour lequel elle ne se sent pas suffisamment prête. Enfin le silence total des Etats-Unis.

Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour prédire qu'il suffira de l'évenement le plus insignifiant pour que tout l'échafaudage péniblement dressé s'écroule avec fracas.

⁂

Un point qui, dans la situation présente, mérite toute l'attention des travailleurs, ce sont les répercussions de la politique extérieure sur la politique intérieure de la France. On n'a pas tout dit en dénonçant l'union sacrée qui s'est manifestée pour la défense de la « patrie en danger ». Du fait que la crise n'a pas porté jusqu'à la guerre, les divergences entre les groupes au service du capitalisme n'ont pas cessé de se montrer et, avec la perspective d'un compromis, elles vont apparaître avec plus d'acuité !

Il a pu sembler anormal que, dans le cas présent, ce sont en général les gauches du Front populaire qui ont été les plus excitées et c'est la réaction, la droite qui a fait figure de pacifiste. A quoi attribuer l'attitude modérée des jusqu'auboutistes professionnels, de ceux qui, 18 ans durant, trouvèrent insuffisants le Traité de Versailles et scandaleux tous les coups de canifs qui lui furent portés ? Acceptent-ils la situation de second rang faite à l'impérialisme français ou bien ont-ils mieux calculé l'aboutissant immédiat des pourparlers pour se livrer à une opération politique habile ? Rien ne permet de nous prononcer avec certitude : s'il est sûr que certains clans réactionnaires étaient informés du passage de la Reichswehr en Rhénanie, d'autre part il faut remarquer le soutien du *Temps*, c'est-à-dire du Comité des Forges à Sarraut.

Quoi qu'il en soit, la droite va à présent exploiter un fort courant petit bourgeois pusillanime, et commencer ainsi à redresser ses positions par rapport au Front populaire. Le coup reçu sur le terrain de la politique extérieure par le Gouvernement, soutenu par le Front populaire, la réaction cherche à en tirer profit, clamant : « *Le Front populaire, c'est la guerre ; heureusement que nous nous sommes mis en travers.* »

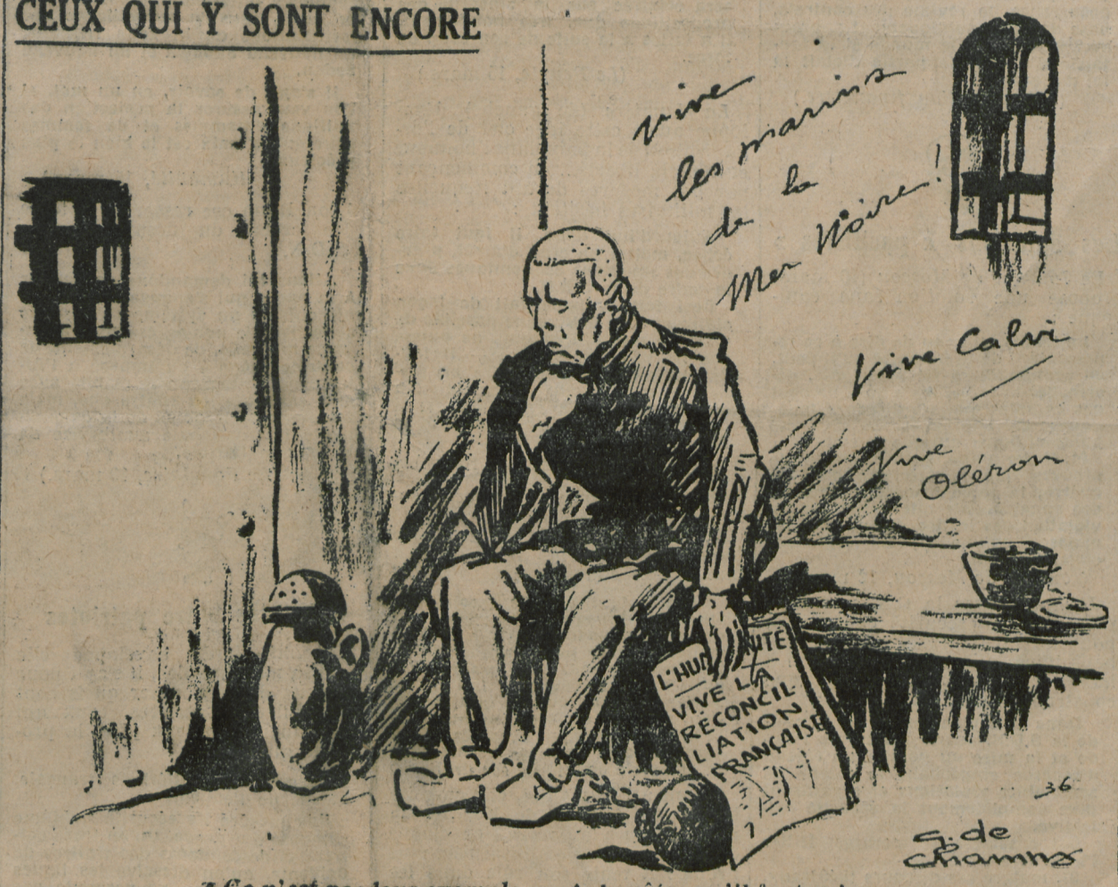
Et l'on voit l'offensive réactionnaire reprendre : sur le terrain parlementaire, médiocrement ; mais sur le terrain extra-parlementaire, vigoureusement : déjà de nouvelles agressions, des rassemblements, des manifestations.

Or, comme le Gouvernement est caractérisé par sa dépendance des pressions qui lui sont imprimées de droite et de gauche, c'est un coup de barre à droite qui résultera, de la carence du P. C. et du P. S. et de l'offensive réactionnaire.

⁂

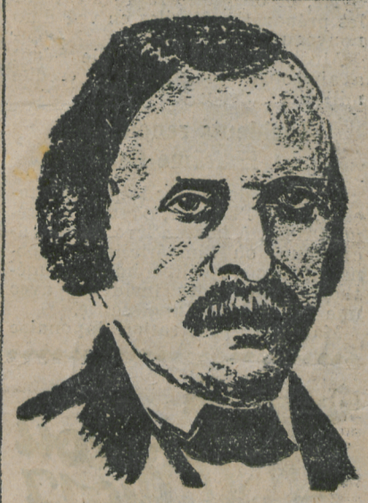
La campagne électorale qui s'annonce ne pèsera pas lourd pour réprimer les velléités de la réaction. C'est dans la seule action de la classe ouvrière que peut se trouver une véritable lutte contre le fascisme comme contre la guerre. Et c'est pourquoi, en développant son programme d'action, le Parti Communiste Internationaliste appelle les travailleurs à s'organiser de la façon la plus minutieuse pour résister à la bourgeoisie, à ses bandes et à sa répression légale. L'organisation du travail dans l'usine, dans la caserne, de la lutte contre les bandes fascistes, telles sont les exigences de la situation présente.

CEUX QUI Y SONT ENCORE



« Ce n'est pas leur exemple, mais le nôtre qu'il faut suivre »

LES NOTRES



DOMBROWSKI

Cet officier polonais de 33 ans (né à Gitomir en 1838), avait participé à l'insurrection polonaise de 1863 avant de prendre part à la Commune. Il n'était pas seulement un révolutionnaire, mais révéla des qualités de chef de corps.

Le 7 avril, le lendemain de sa nomination au commandement du secteur ouest de Paris, il conquiert son grade par « sa bravoure froide et comme inconsciente de Slave » (Lissagaray) et harcèle l'ennemi sans relâche avec seulement 1.200 hommes.

Le 4 mai, il reçoit la direction générale des opérations militaires. Les Versaillais veulent l'acheter : 1 million. Peine perdue.

Malgré les difficultés, malgré les heurts dans les sphères dirigeantes de la révolution communaliste, Dombrowski garde un optimisme imperturbable ; le 15 mai, c'est-à-dire huit jours avant la défaite, il parle de lever 100.000 hommes.

(Lire la suite en 3e page)

"LA COMMUNE" POURSUIVIE

Pour un éditorial, Détruisons l'ennemi, *publié le jour même de l'attentat contre Blum,* La Commune *est poursuivie, et le juge Aubry a signifié l'inculpation au gérant de cette époque, notre camarade Jean Meichler.*

L'inculpation de provocation directe à l'assassinat est basée sur les décrets-lois votés par les chefs du Front Populaire, comme lois anti-fascistes.

⁂

L'assassin Sarraut suit mot à mot les conseils de « Casimir la Canaille » : répression impitoyable contre ceux qui s'opposent à la réconciliation... Que le même Casimir la Canaille fait sérieusement protéger... Dans la période qui vient, la répression s'abattra d'autant plus contre les révolutionnaires que les partis se disant ouvriers l'autorisent et l'organisent...

⁂

Mais La Commune *suivra son chemin, les cris hargneux de nos ennemis, leurs menaces et leurs coups constituent pour nous les meilleurs encouragements.*

Le gars de La Commune *a l'arme au poing, ce n'est pas un symbole, c'est un mot d'ordre pour les luttes à mener, et ce n'est pas la justice bourgeoise qui brisera son élan !*

LA RÉPRESSION

Libérez Levaque

La liberté provisoire a été refusée à Levaque et la campagne pour sa libération continue ; elle doit s'amplifier par des réunions communes à la base de tous ceux qui veulent lutter contre la répression bourgeoise.

Solidarité contre la répression

Plusieurs anarchistes, dont Loreal, viennent d'être lourdement condamnés. La justice du gouvernement qui a l'appui des chefs communistes et socialistes ne chôme pas et, bien entendu, les organisations ouvrières ne font pas un geste sérieux. Le S.R.I. veut servir de façade « humanitaire » à la politique contre-révolutionnaire du P.C. dont le S.R.I. est un des moyens. Les révolutionnaires doivent entre eux et en accord avec les sections du S.R.I., qui s'opposent à la ligne générale constituer de véritables comités de soutien des révolutionnaires.

La répression en U.R.S.S.

Elle continue à peser sur l'avant-garde bolchevik-léniniste, la semaine prochaine doit ouvrir la voie de l'action pour leur libération :

Délégation ouvrière à l'ambassade ;
Commissions ouvrières d'enquêtes en U.R.S.S. ;

Papillons exigeant de chaque candidat communiste et socialiste qu'il se prononce sur cette iniquité.

d'une semaine à l'autre

DANS LE MONDE

A Londres et ailleurs

TOUTE la politique mondiale se concentre à Londres, où l'impérialisme anglais s'est hâté de prendre la S. D. N. sous sa protection.

Ce qui se passe ailleurs est largement éclipsé par les conversations des dirigeants de la politique extérieure des différents Etats. Mais, pendant que les colonnes sont consacrées aux faits et gestes de MM. Eden, Flandin et *tutti quanti*, on ne parle plus de la Syrie, et on glisse rapidement sur les préparatifs fébriles en vue d'un nouveau conflit.

Ainsi, aux Etats-Unis, le Sénat a approuvé 9 milliards de crédits militaires. Sécurité !

Incidents renouvelés en Extrême-Orient

Le foyer de guerre le plus menaçant, avec l'Europe, c'est en Extrême-Orient, à la frontière du Mandchoukuo, où l'impérialisme japonais provoque délibérément et méthodiquement des incidents avec une fréquence grandissante.

Mais la pénétration japonaise

Le 3 mars 1919, le gouvernement des Soviets signe la paix séparée de Brest-Litovsk.

Le parti bolchevik, Lénine, Trotsky, adressent leur salut à Liebknecht, prisonnier du kaiser.

La Révolution triomphe des troupes du tsar et de la bourgeoisie. L'insurrection vient notamment à bout des Cosaques, troupes privilégiées employées par le tsarisme pour la répression.

La Révolution abolit tous les privilèges.

commence à devenir trop menaçante pour l'Union Soviétique. Celle-ci a pu laisser de l'espace pour gagner du temps ; il y a toutefois des limites aux concessions possibles. Les déclarations de Staline (à côté des affirmations catégoriques concernant l'abandon de la révolution mondiale) indiquaient la limite des reculs de l'U.R.S.S.

Dans la tension présente en Europe, il n'est pas exclu que le Japon, qui a des accords avec l'Allemagne, passe aux mesures décisives de guerre. Dans ce cas, l'incendie ne tarderait pas à s'étendre sur tout le globe.

Le conflit italo-éthiopien

Les communiqués continuent à être bourrés de mensonges. Il y a tout de même quelque chose de nouveau, fera-t-on remarquer, puisque les propositions de pourparlers faites par la S.D.N. ont été acceptées par le Négus et par Mussolini. Et les apologistes de la S.D.N. de vous dire : « Si elle ramène la paix en Afrique, elle pourra la maintenir en Europe.

En fait que vient-il de se passer ? L'Ethiopie du Négus ne peut que continuer à se mettre à l'abri de la S.D.N., paravent de l'impérialisme anglais. Quant à Mussolini, il a vu l'heure d'obtenir de l'impérialisme britannique quelques substantifiques avantages. Comment cela ? Dans les négociations engagées après la rupture de Locarno, les diverses parties en présence vont se chercher des alliés. Alors, donnant donnant. Tu veux mon concours contre l'Allemagne ; donne-moi un bout de l'Abyssinie.

Et la même « volonté populaire » qui fit céder récemment Samuel Hoare acceptera cette petite combinaison.

Poussée à gauche en Espagne

L'enthousiasme suscité par la victoire du Front populaire n'était pas encore tombé que les provocations fascistes, l'attentat contre le socialiste Jimenez ont ranimé la colère des masses. Celles-ci ont réagi avec une force impétueuse ; ce ne sont pas de petits incidents comme rue Asseline, au soir de l'attentat contre Blum. Des couvents, des églises sont brûlés.

Une telle riposte ne peut que témoigner de la vigueur de l'élan révolutionnaire des masses. Mais n'oublions pas qu'en 1931 déjà, les travailleurs d'Espagne ont manifesté de cette sorte, et que l'absence d'un parti révolutionnaire n'a pas permis que cette force magnifique l'emporte.

La création d'un parti révolutionnaire, voilà le problème de l'heure pour les révolutionnaires espagnols.

Crise en Grèce et mort de Venizelos

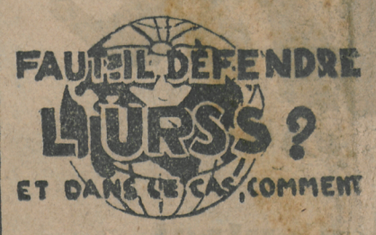
La crise gouvernementale en Grèce ne cesse de durer. Dans ces pays balkaniques paupérisés, aucun équilibre ne s'avère possible, même pour une durée très brève. Les clans politiques se trouvent, de plus, à la solde des grands impérialismes qui s'y mènent une lutte très âpre.

Venizelos, que les travailleurs grecs ne regretteront certainement

pas, fut longtemps le serviteur habile de l'Intelligence Service. Celui-ci trouvera d'autres agents ; ils seront peut-être moins capables ; ils n'en feront pas moins leur travail.

Ce sont les ouvriers et les paysans des Balkans qui pourront seuls mettre fin à l'état de crise chronique de ces pays, en chassant toutes les cliques corrompues et parasitaires et en instaurant la Fédération des Etats socialistes des Balkans.

NOTRE ENQUÊTE



Nous donnons aujourd'hui la réponse d'un ouvrier syndiqué de longue date et celle d'un groupe de camarades de Monchat. Nous rappelons que les réponses que nous publions ne reflètent pas toujours notre point de vue et ne sauraient nous engager.

Faut-il défendre la Russie ?

Pour moi, ouvrier révolutionnaire, que défendrais-je dans la Russie d'aujourd'hui ? Défendrais-je la déportation systématique des opposants ouvriers révolutionnaires, leur assassinat par le G.P.O., le bannissement, le travail forcé, la mainmise totale sur le gouvernement par la police ? La peine de mort pour les enfants déportés ? Que défendrais-je ? La transformation de l'Armée Rouge et la suppression de l'élection des chefs ? Le rétablissement des grades ? La disparition des Soviets ? Les pleins pouvoirs aux directeurs et la transformation des Comités d'Usine en organes policiers ?

Que défendrais-je ? L'approbation des deux ans et des crédits militaires en France par Staline ? Alors que toute ma vie j'ai bataillé contre ? Défendrais-je les diplomates qui, avec l'argent du peuple russe, gobergent les bourgeois en France et ailleurs ? Ah, non ! Merci.

Avant de me demander ma vie, car je n'ai que cela que l'on puisse me demander, il faudra que la Russie redevienne l'espoir de libération des opprimés du monde entier, qu'elle cesse d'être une prison ou un bagne pour les travailleurs indépendants.

En un mot, pour défendre la Russie, il faut qu'Elle représente pour moi une Terre meilleure que celle sur laquelle je vis et où je suis exploité ! Si c'est pour une aggravation de mon sort, alors, non, je ne marche pas !

Georges LEROY.

Du G.A.R. de Montchat

Considérons d'abord qu'aucun Etat capitaliste n'a osé appliquer la peine de mort aux insoumis et aux déserteurs. Malgré tous les moyens de pression et de persuation que le gouvernement russe possède, malgré l'interdiction la plus absolue et rigoureuse de toute liberté de presse d'opposition au gouvernement.

Si les dirigeants de la Russie ont été amenés à faire la loi qui condamne à la peine de mort, les déserteurs et les insoumis russes, il faut admettre que la peine d'exil ou de prison n'était plus suffisante pour combattre la désertion. En considération de ces faits, nous pensons que les ouvriers et paysans russes ne sont pas très enthousiastes pour défendre leur pays et leur régime.

Dans ces conditions et pour ces considérations, il appartient aux seuls ouvriers et paysans russes de décider s'ils doivent défendre leur régime et leur pays ou réserver aux dirigeants de la Russie nouvelle le sort qu'ils ont fait à ceux de l'ancienne.

D'un camarade de l'Ain

A mon humble avis, les travailleurs de tous les pays doivent défendre l'U.R.S.S. qui constitue la première expérience effective du communisme. La faillite des principes marxistes-léninistes y est flagrante, mais un jour viendra — peut-être très proche — où le peuple russe prendra conscience de son rôle et de sa destinée et balayera le régime stalinien et ses parasites privilégiés, pour suivre à nouveau la voie tracée par Lénine.

Pour défendre l'U.R.S.S., un seul moyen efficace et vraiment humaniste s'offre : l'action révolutionnaire. L'action révolutionnaire — quoi qu'en disent ses détracteurs, n'est nullement la guerre civile, mais la grève générale, l'objection de conscience et, si insuffisante, l'insurrection contre l'Etat. Mais dans aucun cas, les ouvriers et les paysans ne doivent se battre contre leurs frères des autres pays, même fascistes et fanatisés, car l'expérience a démontré (Odessa) que l'on n'asservit pas un peuple quand il est consciencieux, et que la révolution y est contagieuse.

ET LE PÈLERINAGE A VERDUN ?

Train de plaisir pour Berlin... Pardon, pour Verdun, en voiture !

Les militants qui suivent de près les étapes de trahison franchies par les gamellards stalinistes n'ont pas été sans saisir l'échec de la farce ignoble baptisée « *pèlerinage à Verdun* ».

La première réunion de la Mutualité, le 10 mars, ne réunit guère que des convoqués du ratelier. Les militants de la base, les quelques-uns qui restent et continuent leur dévouement malgré bien des écœurements, n'avaient pas répondu à la convocation de l'A.R.A.C. Dans les sections — les rares où l'on se trouve assez nombreux pour échanger des impressions, les copains ne marchent pas. Ils font plus que renâcler : ils disent carrément : « *Ils nous dégoûtent, c'en est assez, qu'est-ce qu'on fout là-dedans...on va licher le derrière aux généraux, etc..., etc...* ». Il n'y eut guère que le « gauche révolutionnaire » Goldschild pour applaudir à la danse chez les macchabées. Une nouvelle réunion eut lieu lundi, avec convocations plus amples. Même échec que pour la première. On fit tourner court la combine : désignation d'un comité d'organisation. Président : colonel Raynal, cet officier « socialisant » disait-on à l'époque (pour mieux faire remonter là-haut les ouvriers sollicités par leur conscience de classe), un de ces officiers dont les soldats de Verdun disaient : « *Et tant plus qu'ils sont vaches, tant plus qu'y sont républicains* », dont la personnalité servit à la pièce *Les Chaînes*, au Français, pour cultiver, après l'armistice « l'horreur de l'Allemand »... Puis le député Camille Planche, le député social-bourgeois Paul Perrin... et enfin Jacques Duclos. Fixation du voyage au 5 avril.

Mais le lendemain, rectification : le secrétaire du pèlerinage, Duclos Jacques, était changé en Jean Duclos, mutilé, secrétaire de l'A.R.A.C. Le gros rat engraissé de la décade stalinienne, l'ordonnance Jacques Duclos lâchait la barque trouée.

Et on mettait la pantomime entre les mains « amies ».

Mais il fallait quand même un minimum de populo. Eh bien ! voici : les mairies communistes d'Arcueil et de Romainville ont décidé chacune de payer le voyage à Verdun de trois combattants de la localité. Voilà, braves bougres de chômeurs qui devrez, pour obtenir de quoi manger un peu, aller tirer les pieds de biche chez les bourgeois et les curés amis de Sémard et autres Clamamus...

Et pour que ce voyage à Verdun soit quelque chose tout de même, si possible aussi patriotique que la commémoration de la bataille de la Marne, à Meaux, chaque septembre, par les associations fascistes, on mobilise des autocars, on marchande, et on tente par le prix : 60 francs le voyage aller et retour à Verdun. Par le train, à peu près la même chose. Les autres années, les commémorations officielles faisaient le même prix. Comment ne pas se laisser entraîner : il y aura des fleurs sur les tombes !

Puisse le souvenir des arbres qui ont soutenu les gendarmes accrochés là par les poilus, faire sentir aux rescapés et au prolétariat de ce pays l'urgence, un jour prochain, de réserver aux tenants du chauvinisme nationaliste, le sort donné aux gendarmes de Verdun.

Les « 200 Familles » dans le Front populaire

M. Daladier (« *le fusilleur d'ouvriers* », Humanité *dixit*) *vient de préciser l'« orientation » du Parti radical à la veille des élections.*

« Notre devoir, au second tour, sera de barrer la route au fascisme français, avoué ou masqué », a-t-il dit.

Répondant à Vincent-Auriol — qui invitait les partis composant le Front populaire : 1° à prendre l'engagement de soutenir le gouvernement de gauche contre les privilégiés ; 2° à s'appuyer sur les organisations populaires afin de seconder l'action de ce groupement — Daladier a déclaré qu'il n'hésiterait pas à prendre cet engagement.

On entend, a-t-il dit, de « nouveaux appels à l'Union nationale », « on invoque les difficultés extérieures pour nous convier de nouveau à la trêve » ; et Daladier trouva cette formule : « Ce qu'on appelle l'Union nationale n'est, dans la réalité des faits, qu'un paravent commode pour les privilégiés qui s'en servent pour maintenir ou accroître leur puissance économique ou politique. »

Formule juste et heureuse. Hélas !

les radicaux ont ceci de particulier qu'ils font toujours très exactement le contraire de ce qu'ils disent ou écrivent. Une preuve de plus vient de nous en être fournie.

Les membres de la Fédération radicale et radicale-socialiste de l'arrondissement de Montbéliard ont voté un ordre du jour dont nous extrayons quelques passages :

Renouvellent au président Herriot l'assurance de leur fidèle attachement...

...Conscients de rester fidèles à leur idéal de liberté, de paix et de justice sociale qui demeurent les principes immuables de la République française...

Prennent acte de la candidature du citoyen François Peugeot, maire d'Hérimoncourt.

Se référant à tout ce que le pays républicain doit à son père Pierre Peugeot, dont il s'est affirmé le digne continuateur, décident de ne présenter aucune candidature et s'engagent à faire triompher la sienne aux prochaines élections.

Et dans « Le Pays de Montbéliard », journal radical, M. François Peugeot croit utile de se présenter. Lisons :

« J'ai trop confiance dans le bon sens des travailleurs de ce pays pour n'être pas convaincu qu'ils sauront discerner l'étroite solidarité qui, surtout en période de crise, lie les intérêts du patron à ceux des ouvriers.

« Au cri de guerre « Classe contre classe ! » ponctué du poing tendu, j'oppose la collaboration confiante entre tous les travailleurs, si haut ou si bas qu'ils se situent dans l'activité économique et sociale. »

Chaque travailleur sait admirablement que ses intérêts n'ont rien de commun avec ceux de son patron.

La « collaboration confiante » préconisée par Peugeot n'est pas autre chose, en réalité, que la liberté laissée au patron de voler ses ouvriers.

Les travailleurs veulent que ça change ; ils veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et, une fois de plus, ils s'aperçoivent que les radicaux, alliés des communistes staliniens, sont les soutiens des exploiteurs. Malheureusement, la tactique des communistes staliniens, loin d'aider à discréditer les radicaux, les renfloue et les blanchit.

La collaboration des classes est une idéologie fasciste, les travailleurs la repoussent.

Ils lutteront pour le socialisme !

Souvenez-vous...

Il nous faut marquer l'attitude énergique de Mussolini qui s'est dépensé depuis des mois sans compter pour la cause de l'intervention. Dès le début de la guerre, il fut du côté de la France.

. . . . . .

Ecraser la France au profit de l'impérialisme allemand c'était une conception monstrueuse aux yeux du socialiste qu'est Mussolini. Et pour un révolutionnaire comme lui qui voit les choses de haut le devoir d'intervention était indispensable et urgent pour empêcher semblable crime de s'accomplir.

. . . . . .

Le pire danger et le plus immédiat qui menace l'Europe actuelle, c'est l'hégémonie caporaliste et militaire de l'Allemagne impériale.

Favoriser le militarisme prussien dans son dessein de dominer l'Europe centrale et occidentale c'est la plus grave des fautes contre la liberté des peuples et contre le socialisme. Et pour empêcher pareille éventualité de se réaliser, le prolétariat italien doit se dresser.

Marcel CACHIN, le 27 avril 1915.

Ratification du pacte franco-soviétique. Entente de l'Etat-major français et du maréchal Toukhatchevsky.

Staline, secrétaire du parti bolchevik, approuve le renforcement militaire de l'impérialisme français.

Les Cosaques du Don, du Kouban et de Terek vont être officiellement rétablis comme unités militaires particulières et feront partie de l'armée rouge, sous leur ancien statut.

REVUE DE LA PRESSE

L'impérialisme français, gonflé du sang de Versailles, voit avec la fin du bénéfice de ce traité reculer sa suprématie.

Dans l'étau des réalités

Tardieu (qui « en sort » les poches pleines) rejette l'instrument S.D.N. qui cesse de servir les intérêts de l'impérialisme dont Tardieu fut un des plus infâmes requins :

Premier danger : on s'obstine à se servir, comme s'il était neuf, de l'instrument qui se nomme la Société des Nations. Il n'y a plus de S.D.N. La dernière fois que j'ai eu, en 1932, affaire à elle, comme chef du gouvernement français, le Japon et l'Allemagne en faisaient encore partie, et les Etats-Unis, sans en faire partie, y collaboraient. Aujourd'hui, tout cela est fini. La formule collective n'a plus de sens. Appuyer une politique sur l'irréalité de Genève est pour le moins aussi imprudent que de voyager dans une voiture dont la direction est faussée.

(*Le Petit Parisien.*)

C'est au tour du général *Duval* de se débattre face à la perspective très nette de recul de l'impérialisme français :

L'occupation de la zone rhénane a provoqué une vive émotion. Pourquoi ? Tant d'étonnements étonne. Puisque nous étions dépourvus des moyens de l'interdire, elle était fatale. Elle n'est d'ailleurs qu'une opération préparatoire et sans lendemain immédiat, la dernière des opérations préparatoires. Désormais maître de tout son territoire, invulnérable sur toutes ses frontières, Hitler achèvera d'abord de s'armer. Ensuite, il pourra passer à la réalisation de ses plans constructifs. Peut-être ne serons-nous pas d'abord menacés directement; peut-être cherchera-t-il encore à placer l'Europe en présence du fait accompli, mais prêt à le maintenir avec de puissants moyens ? En 1914, l'Allemagne et la France disposaient à peu près du même nombre de divisions en temps de paix ; elles ont mobilisé des forces équivalentes. A la fin de 1936, l'Allemagne aura 36 divisions permanentes connues ; nous n'en aurons pas 26. L'Allemagne mobilisera la totalité de sa population, hommes et femmes ; elle a 65 millions d'habitants, nous en avons 40. Cependant, si une nouvelle fois nous laissons l'Allemagne transformer le fait accompli en fait acquis, alors, tôt ou tard, ce sera fini de nous, fini de notre liberté, fini de notre civilisation.

(*Les Débats*, 16 mai.)

La presse financière lève les bras au ciel : « Que devient le régime des contrats ? », les idéalistes traduiront « vérité », « droit » !...

Il est inadmissible, et c'est l'opinion du gouvernement britannique, de prétendre qu'une offre unilatérale de remplacement peut effacer la répudiation unilatérale d'un contrat. Que deviendrait, dans pareille occurrence, le régime des contrats, base du droit publiquement approuvé ? Et où irait le monde si la fantaisie d'une seule partie dictait la loi des autres ?

(*L'Information financière.*)

Les solutions « pacifistes »

Le *Journal de Moscou* (10 mars) propose une solution sans équivoque :

Le temps est venu de dire à ce représentant de la barbarie qu'il peut, en professant sa foi médiévale, déclencher la force, mais qu'il ne peut pas compter que ses discours fanatiques et imprégnés de fausseté puissent duper qui que ce soit.

M. Hitler a donné suffisamment de preuves que le fascisme c'est la guerre, la force brutale, le mépris des engagements internationaux, la violation des traités. On ne peut lui opposer qu'une riposte organisée collectivement.

(*Journal de Moscou*, 12 mars.)

Jouhaux, avec la C.A. unanime, préconise la « sécurité collective », nouvelle face du régime des forbans impérialistes, et se prépare à habiliter Hitler pour une politique constructive de Paix :

Dans le même temps, le Conseil de la S.D.N. devra poursuivre l'étude et la mise au point d'un réseau d'accords empêchant le retour de semblables violations et organisant plus complètement la sécurité collective.

Cet ensemble de mesures, Hitler l'acceptera-t-il ?

Si, malgré ses discours théâtraux, il admet cette procédure pacifique et les renoncements qu'elle comporte, il sera habilité pour adhérer à la politique constructive de la paix. S'il refuse, l'opinion anglaise sera éclairée sur la sincérité des propositions que, très habilement, il a faites à la suite de son coup de force.

(*Le Peuple*, 15 mars.)

La Lumière (de gauche) développe aussi cette idée clef de l'organisation de la paix dans l'honneur et dans la liberté... en commençant par des mesures devant lesquelles les militaires hésitent :

Aujourd'hui donc, il faut faire échec, mettre un cran d'arrêt, prendre des sanctions économiques dans le cadre de la S.D.N.

Ceci fait — mais fait de façon claire et sans équivoque possible de manière que l'Allemagne ne puisse pas ne pas comprendre — il faudra tâcher de reconstruire en discutant entre égaux, pour faire à chacun sa place et pour donner à chacun la sécurité de la paix dans l'honneur et dans la liberté.

(*La Lumière*, 14 mars.)

Bergery préconise aussi cette solution.

V. Margueritte, dans la *Patrie humaine*, pour la même cause, plaide non coupable :

Mais il faut bien le reconnaître aussi, ce brusque dénouement du drame commencé en 1919, à Versailles, n'est-ce pas l'intransigeance et l'aveuglement des vainqueurs qui l'a rendu inévitable ? Il fallait s'attendre à ce qu'une grande nation, pendant dix-sept ans humiliée et brimée, reconquît avec l'éclat qui caractérise la manière germanique la complète égalité de ses droits.

Quant à l'*Humanité*, elle emboîte le pas au *Journal de Moscou*, sa préparation à la guerre s'enveloppe d'une phraséologie antifasciste plus propice à tenir son rôle dans les milieux prolétariens :

Négocier ou non, la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'on veut isoler les foyers d'agression ou si l'on préfère livrer le monde à la conquête hitlérienne et laisser se préparer, sous la surveillance des fortifications de la zone rhénane, un nouveau Sadowa et un nouveau Sedan.

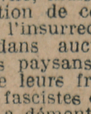
Il s'agit de savoir, en un mot, si l'on veut assurer la protection des millions d'hommes et de femmes pour qui la paix est le bien le plus précieux.

(*Humanité*, 15 mars.)

Léon Blum ose resservir la tarte à la crème du désarmement à la S.D.N.

...Nous lui demandons de donner à la partie qui s'engage son véritable enjeu : un système de sécurité collective, de non-agression, d'assistance mutuelle, de désarmement, de contrôle proposé ou imposé à l'Allemagne hitlérienne, établi avec elle, sans elle, ou contre elle, mais mettant tout le poids de la communauté internationale au service de la paix indivisible.

(*Le Populaire*, 19 mars.)



Disputes entre patriotes

L'Avant-Garde enveloppe elle aussi sa marchandise, il s'agit pour ces gens de déterminer quels sont les meilleurs patriotes, ceux qui conviennent le mieux pour la prochaine guerre :

Silence aux hitlériens français, agents de l'ennemi !

Une mesure de sécurité publique s'impose d'urgence. Qu'on fasse coffrer les descendants des traîtres de Coblentz, qu'on dissolve les ligues fascistes et qu'on ne permette pas de nouvelles provocations de ces ennemis intérieurs. La paix chez nous, pour commencer.

(*Avant-Garde*, 14 mars.)

Vendredi, organe du *Front Populaire*, est suffisamment patriote pour ne pas accepter de leçon :

Nous n'acceptons point de leçons de patriotisme de M. Henriot ou de M. de Wendel, ni de leçons de pacifisme de M. Schneider, ou de M. Franklin-Bouillon.

(*Vendredi*, 13 mars.)

La presse réactionnaire veut également tirer profit de la situation extérieure pour renforcer ses positions à l'intérieur : *La Rocque* prêche *la trêve du peuple*, Bailby réclame la direction de préparation à la guerre :

Il nous reste à faire table rase du passé, à reprendre tout le travail à la base, à remonter en un an la côte au bas de laquelle en huit jours nous avons roulé.

Mais si nous devons conserver les mêmes hommes, et le même esprit, nous commettrons les mêmes fautes, avec l'aggravation qu'elles s'ajouteront à un passif déjà intolérable. Et tout cela finira par une guerre aujourd'hui écartée, mais à laquelle, dans un an, nous ne pourrons même plus penser à nous dérober.

(*Le Jour*, 19 mars.)

Et Taittinger se lave les mains de la politique de Sarraut :

Les uns ont dit, en lisant la dépêche de Berlin annonçant que le lendemain à l'aube la Reichswehr entrerait en Rhénanie :

— Réoccupons cette nuit les têtes de pont du Rhin.

Le geste avait sa raison, son allure et son courage. Il était français. La riposte n'attendait ni les grimoires d'huissiers, ni les plaidoiries puritaines.

A l'aube, la France, sûre de sa force, affirmait son droit devant une Allemagne essayant sa force en violant le droit.

Faut-il regretter que le geste n'ait pas été fait ? L'histoire le dira. Aujourd'hui, trop tard.

En fait de têtes de pont, nous avons eu un discours à la T.S.F. et une déclaration à la Chambre.

Qu'en reste-t-il ?

(*Ami du Peuple.*)

Les « gens de cœur » apportent leur solution

Il est juste qu'un régime d'égalité soit établi en matière coloniale et qu'une distribution équitable des matières premières soit réalisée en attendant que le problème des colonies reçoive une solution humaine. Il est juste aussi que le statut de la Société des Nations soit dissocié de l'inique Traité de Versailles, et que ce consortium de gouvernants hostiles devienne une fraternelle union des peuples également libres, où l'Allemagne pourra prendre sa place à côté de la France et de l'U.R.S.S.

Il doit être entendu que dans cette atmosphère apaisée devront s'établir des rapports d'égalité courtoise entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. en dépit de la différence de leurs gouvernements.

Il faudra alors que tous les peuples s'accordent à réaliser ce désarmement général sans lequel il n'y aura jamais dans le monde de paix durable.

Parmi les signataires : *La Ligue Internationale des Combattants de la Paix*, c'est normal.

Georges Pioch, après les poèmes pour Foch pendant la guerre, la complainte pour les colonies à Hitler.

G. Bergery, qui s'en étonnerait ?

M. Chambelland, si certains s'étonnent, ils n'ont, pour bien comprendre, qu'à observer la politique de la *Révolution prolétarienne*, et son apologie de l'unité jouhautiste

Marcel Martinet, dont on ne comprend pas la présence dans cet assemblage.

Mad. Paz, entre deux tirades pour la libération des colonies.

Marc Sangnier, avec son habituelle charité chrétienne.

Pierre Scize, Emery.

Et ce qui surprendra le moins averti : *La gauche révolutionnaire du parti S.F.I.O.*, par la signature de M. Pivert, au nom du Comité directeur... C'est ainsi que le défaitisme révolutionnaire s'assai sonne « *en attendant que le problème des colonies reçoive une solution humaine...* » de la disposition des dites colonies en gage de paix !

OUVRIERS . PAYSANS . SOLDATS

LA C. G. T. UNIFIÉE DANS L'UNION SACRÉE

Aux syndiqués de base d'agir !

la suite de la tension internationale résultant « du coup de force » de Hitler, les dangers de guerre se sont sensiblement accrus, le capitalisme rencontre des difficultés sans cesse plus grandes et plus insolubles ; son économie, que ce soit celle des pays fascistes (Allemagne, Italie), ou « démocrates » (France, Belgique, etc.), est agonisante. La guerre s'impose comme dérivatif et comme solution provisoire. Après avoir permis la résorption et la destruction des stocks excédentaires, après avoir « consommé » des millions de chômeurs et futurs chômeurs, elle permettra l'établissement d'un régime politique de dictature militariste. Qu'elle soit plus ou moins retardée, la guerre est la conséquence inéluctable du régime capitaliste.

La classe ouvrière fait tous les frais de ces massacres sanglants ; elle n'a qu'à en attendre plus de misère et d'oppression. La tâche primordiale des organisations ouvrières est, en conséquence, la préparation révolutionnaire des masses travailleuses, afin qu'elles puissent s'emparer du pouvoir, substituer leur gouvernement au gouvernement bourgeois générateur de conflit.

Les Partis communiste et socialiste l'oublient complètement. Ils prennent partie dans le conflit des impérialismes pour l'impérialisme français ; à la lutte révolutionnaire ils substituent la collaboration de classes la plus éhontée, préparant l'union sacrée, livrant pieds et poings liés ce prolétariat à la trique de l'état-major.

L'unité syndicale vient de permettre le regroupement d'un million de travailleurs. L'orientation que la C.G.T. leur donnera est décisive pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. A Toulouse, de nombreux orateurs sont intervenus pour dénoncer les dangers de guerre. Mais aucun n'a préconisé une action concrète et conforme aux intérêts de classes ! La vieille C.G.T. antimilitariste qui, en 1908, à Amiens, dressait la menace de grève générale est bien morte. L'ordre du jour déposé par Biso (Correcteurs de Paris) — et du reste diligemment enterré — est l'expression d'une tendance anarchiste, mais non d'une volonté systématique — de combat — contre le régime.

L'appel que vient de lancer la Commission administrative de la C.G.T. dissipera les derniers espoirs de ceux qui avaient pu en conserver. De bout en bout une attaque contre le fascisme et Hitler, la défense des pactes et traités, des pleurs sur Locarno. Il est assez drôle de rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, Frachon et Racamond dénonçaient Locarno comme l'alliance de tous « les brigands impérialistes » contre l'U.R.S.S.! La C.G.T. confie les intérêts de la classe ouvrière à la S.D.N., la défense de la paix « aux pays qui veulent s'opposer à toute guerre » (tous « les pays », l'Allemagne y compris, déclarent s'y opposer !) ; elle réclame du gouvernement français une politique de paix, le désarmement général, simultané et contrôlé. Elle déclare aux ouvriers allemands « qu'elle n'entend pas se solidariser avec ses oppresseurs », mais elle est prête à faire marcher les ouvriers contre eux !... Les membres de la Commission administrative, qui peuvent diriger un million d'hommes, qui disposent des énormes moyens matériels entassés par plusieurs générations de syndiqués, bavardent, et finalement demandent à la bourgeoisie qui prépare la guerre de défendre la paix !...

Tragique comédie pour masquer la complicité !

La lutte contre la guerre, il faut la préparer dans les chantiers, les usines, les gares, les ports, les mines et les champs. Il faut constituer les comités révolutionnaires d'entreprises, démontrer la puissance de la grève générale, en propager la nécessité. Les travailleurs doivent être prêts à s'emparer de tous les moyens de production pour arrêter la guerre et la transformer en révolution.

C'est à eux de prendre l'initiative et d'agir. Ils n'ont pas à attendre vainement les directives d'hommes qui, après les avoir menés au massacre en 1914, sont en train de recommencer !

LE CHOMAGE

A la fin du mois de février 486.694 chômeurs inscrits, dont 97.574 femmes. Soit une augmentation de 10.201 chômeurs sur le mois de janvier.

A TRAVERS LES BOITES

CHEZ MICHELIN A CLERMONT-FERRAND

Michelin est un des types achevés de patron de droit divin. C'est un de ces cyniques bonshommes qui font crever le personnel, refusent de discuter et prétendent étaler leur bonté en « Œuvres sociales ». Il est roi et les rois ne discutent pas avec leurs sujets !

Pourtant les sujets viennent de relever la tête. Fait unique dans l'histoire des usines Michelin, une grève a éclaté à Clermont-Ferrand. La direction avait cru maîtriser la résistance qui grandissait en balançant le secrétaire du syndicat. Presque tous les ouvriers, plus de mille prolos des produits chimiques, débrayèrent par solidarité. Fait unique, le seigneur Michelin fut obligé de composer avec la puissance qui se dressait contre lui, de recevoir une délégation, de parlementer.

Il prétendait ignorer les lois sociales, les ouvriers les lui rappelèrent. Il a été obligé de concéder certains avantages tout en se vengeant après avoir promis. Le secrétaire du syndicat, le délégué à la propagande, certains ouvriers particulièrement combattifs sont restés sur le carreau.

Mais l'effervescence continue et la lutte s'organise. Les ouvriers ont pris conscience, par cette action, de leur force Ils ont compris qu'avec le capitalisme, il faut exiger et quand c'est insuffisant, il faut passer à l'attaque. Le force de Michelin, c'était leur faiblesse.

A L'ENTREPRISE CARRÉ, A PARIS

Cette boîte fait en ce moment des travaux d'égouts à la gare des Batignolles ; elle paye des manœuvres 4 fr. 50 et d'autres 5 fr. 25. Elle ne respecte pas la loi de 8 heures. Des heures supplémentaires sont faites tous les jours pour rentrer le sable et la meulière.

Que fait le syndicat ?

LOCK OUT BOZON-VERDURAZ

La situation des ouvriers aux usines de pâtes alimentaires Bozon-Verduraz, de Maisons-Alfort, était particulièrement misérable. Les hommes touchaient en moyenne 2 fr. 50 de l'heure, les femmes moins de 2 fr. et les jeunes gens de moins de 18 ans : 1 fr. 50.

Une délégation ayant à sa tête le secrétaire du syndicat fut envoyée à la direction pour exposer les revendications des ouvriers. Le directeur refusa de la recevoir, acceptant seulement de discuter individuellement avec les délégués.

Immédiatement, les ouvriers cessèrent le travail en signe de protestation et pour exiger que l'on reçoive leur délégation. Seulement, en revenant prendre leur travail, à 13 heures, ils trouvèrent la porte fermée. Le personnel était locksouté.

La résistance est aussitôt organisée. Les piquets de grève ont été formés. Malgré la précarité de leur situation, les ouvriers ne cèdent pas. Ils sentent que, dans la lutte entamée, ils doivent être les plus forts.

DANS LES P.T.T.

Dans tous les services actuellement, le système des procès-verbaux et des sanctions continue. Pour rien. Pour avoir arboré un insigne « antifasciste », pour s'être absenté cinq minutes, pour s'être trompé dans une statistique... un camarade de Paris a été déplacé au Havre dans les huit jours, pour avoir été surpris collant **dans le métro** des papillons socialistes (bien pâles !) contre la guerre... Union sacrée d'abord, avec cela, licenciements d'auxiliaires, mises à pied, travail de plus en plus intensif et épuisant par suite de la réduction du personnel, diminutions de salaires maintenues. A quoi M. Mandel veut-il aboutir ?

LILLE

Un véritable bagne

C'est du chantier Lecœuche qu'il s'agit. Ce chantier qui se trouve boulevard d'Alsace où se construit l'Ecole Diderot, est un véritable bagne, le chef de chantier surnommé « La Chique » est un triste sire, qui conduit les ouvriers comme des bagnards, insultes toute la journée, pas un instant de répit; ce salopard a formé dans son chantier une équipe de « pousseurs », il n'est pas besoin de dire que ce sont des jaunes par excellence, les maçons ainsi que les terrassiers n'ont pas le temps de relever la tête. Naturellement ce chantier commence à être connu du Conseil de Prud'hommes, peut-être direz-vous ce patron est un de ces gros capitalistes ? pas du tout, M. Lecœuche est tout simplement membre du « Parti Socialiste » et évidemment un pur des purs. Pour nous c'est tout simplement un véritable scandale. Comment est-il possible qu'un exploiteur de ce genre soit membre d'un parti ouvrier, nous pensons que les membres ouvriers du P.S. doivent exiger l'exclusion de ce salopard de leur parti, car il ne peut que les déshonorer. D'un autre côté le syndicat du bâtiment doit mener une lutte sans merci au sein de ce chantier car bien entendu ce farouche partisan de la lutte des classes évite de demander de la main-d'œuvre au syndicat, ce dernier a pour devoir de faire le plus vite possible une réunion en y invitant les travailleurs à y adhérer, ce qui leur permettra d'être plus fort sur le chantier et à ramener à un peu plus de raison le fameux « chique », il fut un temps où la chaussette à clous ne perdait pas ses droits, il faut revenir à ces méthodes qui sont très efficaces.

Un maçon.

Derniers échos du Congrès de Toulouse

Le Congrès de Toulouse s'est terminé par un vote d'unanimité, des proclamations d'amour, des serments et des vœux. Jouhaux a imposé son point de vue : les nouveaux statuts de la C.G.T. seront ceux de la vieille C.G.T., les ex-unitaires iront à Amsterdam. Frachon et Racamond devront quitter le B.P. du parti communiste et abandonner toute idée de mandat.

***

Le débat sur l'orientation a donné lieu à de beaux discours. Tous les ténors ont éprouvé la nécessité de parler et ils ont parlé d'abondance : Hénaff, Jeannin, Delmas, Lacoste, Belin, Racamond, Jouhaux, se livrèrent à de grandes discussions sur le Plan et le programme du Front populaire. Pour les uns, seul ce dernier est doué d'une valeur magique, pour les autres le Plan est le mot merveilleux qui, sans coup férir, va transformer l'économie capitaliste en régime socialiste.

Dans ce flot d'éloquence, on cherche vainement et avec anxiété une position révolutionnaire. Rien, absolument rien ! L'opposition révolutionnaire n'existerait-elle pas ? Morts les minoritaires de l'enseignement ? Volatilisé le syndicat du bijou ? Pourquoi aucune note discordante dans ce concert de réformisme et d'abdication ?

Chambelland, de la « Révolution prolétarienne », a bien apporté quelques critiques, mais gentiment, en s'excusant presque de les faire. Ces critiques portaient sur les délégués d'ateliers et les chômeurs oubliés dans le Plan. Il dit aussi qu'il était impossible de faire l'économie d'une révolution, mais il n'osa ajouter qu'il fallait donc la préparer. En conclusion, puisqu'il devait choisir entre le Plan et le Programme du « Front Populaire », il s'est « rallié sans hésitation » au Plan.

Biso (des correcteurs de Paris) déposa une motion réclamant l'action de la C.G.T. « contre toutes les guerres » et préconisant la grève générale. Il souleva les hurlements des éléments staliniens. Pourtant, il oublia de préconiser la véritable action à mener contre la guerre, de la montrer comme un des fruits du régime capitaliste et de demander la préparation révolutionnaire pour la conquête du pouvoir réel par les ouvriers et les paysans.

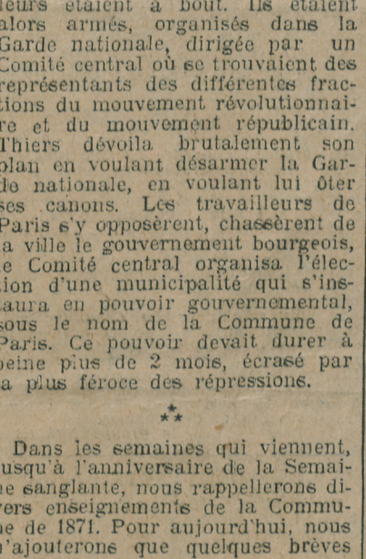
Certaines conceptions sont à relever. Delmas s'est écrié : « Défendre la démocratie et la liberté, c'est en même temps défendre la paix... » Oui, mais cette défense-là conduit à soutenir Sarraut qui fit tirer sur les ouvriers le 9 février 1934 et qui fut un des bourreaux de l'Indochine. Cette défense conduit à la frontière pour fusiller les prolétaires allemands ! Vous n'avez pas dit, Delmas, qu'il ne pouvait y avoir de véritable liberté et de vraie démocratie en régime capitaliste ! Vous n'avez pas dit que le premier devoir des ouvriers est d'abattre ce régime ! Vous n'avez pas dit que votre travail était de les diriger dans ce combat !

Pour Belin : « C'est la transformation économique qui entraînera inévitablement une transformation politique ». De quoi rêver ! Car comment transformer profondément l'économie capitaliste (par la nationalisation des industries-clés par exemple) si l'on ne possède pas le pouvoir politique pour imposer une telle mesure ? C'est admettre que le capitalisme acceptera de se faire hara-kiri. Il manque le premier chaînon, celui que Belin, en bon réformiste, refuse de forger ; il manque les moyens pour appliquer le Plan, il manque le pouvoir : Delmas l'avait du reste innocemment souligné : « *Le Plan est faible dans la partie... qui consiste à le faire passer dans la réalité !* » Un rien !

Racamond déclara en substance qu'il comprenait et approuvait Jouhaux de faire les antichambres de ministères, de papillonner au B.I.T. et à la S.D.N. Cette collaboration de classes ne l'effarouchait plus et il était prêt à agir de même... Dans ces conditions, il était facile de s'entendre. La motion sur l'orientation fixant toutes les perspectives de la C.G.T. dans le Plan et le programme du « Front Populaire » a été adoptée à l'unanimité.

***

Les révolutionnaires conscients de la gravité de l'heure n'y peuvent trouver leur compte. Ils veulent autre chose. Mais ils sont prisonniers d'un énorme appareil qui bénéficie en plus de la psychose de l'unité. Les travailleurs vont s'apercevoir rapidement que cette unité n'a aucune vertu spécifique, qu'ils sont groupés, mais n'obtiennent aucune amélioration. Le travail des révolutionnaires est de les diriger, à travers la lutte économique, vers la bataille finale. C'est pourquoi, dès maintenant, ils doivent s'organiser au sein des divers syndicats. Ils constituent les éléments en puissance qui sont destinés à arracher le mouvement syndical des mains réformistes.



DIVIDENDES SANGLANTS

Un couvreur se tue

× Coligny (Orne). — Le couvreur André Dupont s'est blessé mortellement dans une chute de 4 mètres.

Tué par le courant électrique

× Tramoye (Ain). — M. Rousset, occupé à prendre des mensurations au poste radio de Lyon, a heurté un fil qui l'a foudroyé.

Un cheminot tué

× Remiremont (Vosges). — Maurice Jax, happé par le train de Bussang, a succombé.

Un maçon tombe et se tue

× Marseille. — Jacques Tazzioli, 41 ans, travaillant à 5 mètres de hauteur, est tombé sur le trottoir. Il est mort à l'hôpital d'une fracture du crâne.

Chez Renault, un ouvrier est tué

× Villers-sur-Mer (Calvados). — Eugène Dardron, 61 ans, travaillant sur un toit, tombe de 14 mètres. Tué sur le coup.

Tué par une transmission

× Versailles. — Roger Gardreau a eu ses vêtements pris dans une courroie de transmission. Tué sur le coup.

Chez Renaul, un ouvrier est tué

× Un jeune ouvrier a été écrasé par un broyeur, sous les yeux de son frère travaillant à ses côtés.

Sur le mot d'ordre du désarmement

Une classe opprimée qui ne chercherait pas à apprendre le maniement des armes, à se procurer des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Nous ne devons pas oublier, sous peine de nous transformer en pacifistes bourgeois ou en opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, et que, pour en sortir, il n'y a pas et ne peut pas y avoir d'autre issue en dehors de la lutte des classes et du renversement du pouvoir que détiennent les classes dominantes.

Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat en vue de vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie. C'est là la seule tactique possible de la part d'une classe révolutionnaire, tactique qui découle de toute l'évolution objective du militarisme capitaliste et que cette évolution prescrit. Ce n'est qu'après avoir désarmé la bourgeoisie que le prolétariat pourra, sans trahir sa mission universelle et historique, jeter à la ferraille toute arme en général — ce qu'il fera certainement, mais alors seulement et pas avant...

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de pousser femmes et enfants dans les fabriques, de les y torturer, de les corrompre, de les condamner à une misère extrême. Nous ne « réclamons » pas pareille évolution, nous ne l' « appuyons » pas, nous la combattons. Mais comment luttons-nous contre elle ? Nous savons que les trusts et le travail de la femme à l'usine ont une signification progressive. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme pré-monopoliste, au travail de la femme à la maison. En avant, à travers les trusts, et plus loin encore, au socialisme !

LENINE.

Les voyages de Jouhaux

« Voyage de M. Jouhaux, délégué à Genève.

Séjours du 28 septembre au 1er octobre et du 5 au 12 septembre, 13 jours à 300 francs = 3.900 frs.

Voyages : 1.090 frs 40.

Séjours du 16 au 30 juin, du 4 au 22 juillet, du 30 novembre au 3 décembre, du 14 au 15 décembre, soit 36 jours à 300 francs = 10.800 francs.

Voyages : 1.498 frs 55.

Total : 17.288 frs 95 ».

NOS ENNEMIS

TARDIEU LE REQUIN

Je quitte les eaux parlementaires. Maintenant, il y a plus à happer ailleurs.

LES NOTRES

DOMBROWSKI

(Suite de la 1re page)

A maintes reprises, il signala à « la guerre » les insuffisances de la défense des fortifications et des portes.

Lorsque les Versaillais firent irruption dans Paris, il y eut bien entendu quelques bonnes âmes pour l'accuser de trahison. C'était la pire injure pour un homme comme lui.

Il fut l'un des premiers à donner sa vie pour la Commune. Il tomba à côté de Vermorel sur la barricade de la rue Myrrha (18e).

Tandis que son corps était conduit au Père-Lachaise, on fusillait Veysset, l'individu qui s'était flatté de corrompre Dombrowski.

PARAITRA PROCHAINEMENT :

4e internationale

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

IL Y A 65 ANS...

La Commune de Paris, premier pouvoir des travailleurs

Pour toute page du mouvement révolutionnaire qu'ils touchent, les dirigeants du parti communiste ne manquent jamais de laisser la trace de leurs mains sales. A Moscou, on a supprimé l'Académie communiste, on critique les conceptions de l'historien révolutionnaire Pokrovsky, dont l'enseignement ne cadrait pas avec les nécessités politiques conservatrices de l'heure ; et ici la Commune de Paris, la glorieuse insurrection des travailleurs parisiens, est souillée pour être exploitée par la politique patriotarde, chauvine des dirigeants du parti communiste.

***

« La Commune, âme de la France », tels sont les mots qui s'étalent sur toute la page de l'*Humanité*. Or, depuis la Semaine Sanglante, depuis soixante-cinq ans, les travailleurs du monde entier célèbrent et honorent la Commune de Paris pour son sens international, contre toutes les bourgeoisies coalisées.

La Commune de Paris, ce n'était pas « l'âme de la France » dressée contre les ancêtres des hitlériens, comme veut le faire croire l'*Humanité*, cherchant ainsi à réchauffer à nouveau le sentiment patriotique contre « l'ennemi héréditaire » ; la Commune de Paris, c'était le premier gouvernement des travailleurs, et les travailleurs du monde entier, par instinct de classe, ont depuis toujours appliqué le mot de commune à toute lutte décisive du prolétariat, à toute tentative d'instauration du pouvoir : Commune d'Octobre, Commune hongroise, Commune de Canton, Commune d'Oviedo, etc... Cette Commune de 1871, ces Communes, ce ne sont vraiment pas « l'âme de la France », l'âme de ces ex-prétendus révolutionnaires professionnels transformés en décrocheurs de mandats électoraux et en jusqu'auboutistes en chambre. Messieurs les néo-Déroulède, allez à Verdun comme Barrès allait à la statue de Strasbourg, et laissez donc ceux du Mur : vous n'avez plus rien de commun avec eux.

***

La guerre de 1870 fut engagée littéralement à l'aventure par Napoléon III qui fut écrasé rapidement. Mais sous la pourriture de la clique bonapartiste, de nouvelles forces avaient grandi. Dans la bourgeoisie, de nouvelles équipes politiques s'avançaient qui, quelques années plus tard, devaient s'orienter vers les grands continents et donner au capitalisme français un vaste empire colonial. Et d'autre part, le prolétariat, les artisans des faubourgs relevaient la tête ; les poursuites contre l'organisation de la Ire Internationale n'arrêtaient plus rien.

La défaite de Sedan fut le signal de l'abolition de l'Empire. Les travailleurs parisiens chassèrent des Tuileries les résidus de la clique napoléonienne. Mais le 2 septembre 1870, une fois de plus, les travailleurs retirèrent les marrons du feu pour servir la bourgeoisie. Celle-ci établit un gouvernement à elle, qui se fixa pour tâche de remettre de l'ordre dans la maison bourgeoise, ce qui impliquait : la paix avec le voisin bourgeois, et l'écrasement des travailleurs à l'intérieur.

Barricade de la rue de Paris, à Belleville, dans la journée du 19 mars

La bourgeoisie française qui, au cours du XIXe siècle, n'a jamais fait preuve d'initiative, de hardiesse a, par contre, témoigné d'un esprit politique habile pour écraser les luttes ouvrières. La guerre avait créé la situation suivante : Paris, le centre le plus important du mouvement révolutionnaire, se trouvait isolé du reste du pays et réduit à la famine par l'état de siège. La bourgeoisie saisit l'occasion par les cheveux : maintenir Paris isolé, l'exaspérer, le pousser à se rebeller dans des conditions désespérées et l'écraser facilement parce qu'isolé. Ce plan sortit de la cervelle d'un Thiers, cette sinistre crapule qui avait, dans les débuts des chemins de fer, préféré à leur sujet des âneries monumentales.

Et ce plan fut mis à exécution. La misère s'abattait, de plus en plus noire, sur Paris. Les travailleurs étaient à bout. Ils étaient alors armés, organisés dans la Garde nationale, dirigée par un Comité central où se trouvaient des représentants des différentes fractions du mouvement révolutionnaire et du mouvement républicain. Thiers dévoila brutalement son plan en voulant désarmer la Garde nationale, en voulant lui ôter ses canons. Les travailleurs de Paris s'y opposèrent, chassèrent de la ville le gouvernement bourgeois, le Comité central organisa l'élection d'une municipalité qui s'instaura en pouvoir gouvernemental, sous le nom de la Commune de Paris. Ce pouvoir devait durer à peine plus de 2 mois, écrasé par la plus féroce des répressions.

***

Dans les semaines qui viennent, jusqu'à l'anniversaire de la Semaine sanglante, nous rappellerons divers enseignements de la Commune de 1871. Pour aujourd'hui, nous n'ajouterons que quelques brèves observations.

La Commune de Paris fut, comme on le sait, très souvent handicapée par des querelles intestines, par l'absence de direction ferme. L'éparpillement politique, le poids très important dans le pouvoir d'éléments uniquement républicains, adversaires de la révolution socialiste, s'expliquent par la composition sociale du Paris de cette époque : la grande industrie existait à peine, les petites entreprises, les petits ateliers l'emportaient, le poids le plus important était peut-être celui de l'artisan, aux tendances individualistes, particularistes. Le courant révolutionnaire marxiste était faible, encore souvent incertain, avec des hommes comme Varlin.

On s'explique donc pourquoi la Commune fit parfois preuve d'une faiblesse catastrophique : elle monta la garde devant la Banque de France, sans l'exproprier. On comprend aussi que des courants patriotes s'y manifestèrent, aiguillonnés d'ailleurs par la situation, l'investissement de la ville assuré en partie par les troupes prussiennes.

Mais, malgré toutes ses insuffisances, toutes ses erreurs qu'elle devait payer de son existence, la Commune de Paris est le premier exemple de « dictature du prolétariat », de ce pouvoir des travailleurs armés en faveur des exploités.

La Commune de Paris, c'est aussi un exemple vivant d'insurrection faite en pleine guerre, où le mensonge de l'union sacrée, de l'union de la nation française apparaît lumineusement. Les bourgeois de France s'entendaient avec Bismarck ; dans les rangs de la Commune venaient combattre Dombrowsky, Frankel et nombre d'autres « étrangers ».

Deux pouvoirs s'affrontèrent du 18 mars à la fin de mai 1871. Et aujourd'hui, la leçon des Communards la plus impérieuse, pour les travailleurs réduits à une situation désespérée, c'est de créer, d'opposer leur pouvoir à celui de la bourgeoisie. C'est pour souligner l'importance vitale de cette tâche que nous avons donné à ce journal le nom de la Commune de Paris.

Luttes paysannes

ETATS GENERAUX DE LA PAYSANNERIE LABORIEUSE

DEPUIS *fort longtemps, nous bataillons en faveur d'une vaste consultation de la paysannerie laborieuse, et mieux encore, d'assises plénières de cette paysannerie, Etats Généraux, au cours desquels il lui serait possible, directement, sans bonzes interposés, d'exprimer elle-même ses revendications, de réaliser son unité syndicale, d'élaborer le statut du monde rural, ses formes d'organisation, sa tactique et ses méthodes de lutte, ses objectifs.*

Contre cette conception, les états-majors syndicaux réagissaient, et pour cause !

La délégation des gauches, à la Chambre, fut saisie d'une proposition communiste tendant à convoquer parlementairement un congrès paysan, qui n'eût été, en réalité, qu'une seconde soupape de sûreté actionnée par le gouvernement. Pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la défense des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs, la proposition ne fut pas retenue et, à Villeurbanne, Renaud Jean exhala sans rancœur et en imputa la responsabilité à la Confédération Nationale Paysanne.

Aujourd'hui, la Confédération Nationale Paysanne, sous la signature de son secrétaire général Calvayrac, lance un appel pour la convocation rapide des Etats Généraux paysans. Voilà le fait.

La C.N.P. est une organisation de paysans travailleurs et, quel qu'en puisse être l'animateur, il faut que le rassemblement paysan ait lieu. Voilà le second fait.

Il faut, troisièmement, que cette manifestation paysanne ait, des Etats Généraux, le titre, mais surtout le contenu.

Appel aux organisations existantes, comme le fait Calvayrac, pour constituer, dès le 25 mars, un comité d'organisation du rassemblement ? Soit ! Mais à condition que les paysans inorganisés ou égarés dans les organisations à direction bourgeoise aient la possibilité de se constituer en comité et de se faire représenter au congrès.

Rassemblement le plus tôt possible ? Soit ! Mais à condition que toute la paysannerie laborieuse, y compris le prolétariat agricole, ait le temps de discuter les bases de sa charte syndicale et l'ordre du jour de ce congrès.

Rassemblement en vue de l'unité syndicale ? Soit encore ! Mais à condition que la centrale syndicale qui en sortira soit voulue et acceptée par la masse, qu'elle réponde aux nécessités actuelles et futures de l'émancipation paysanne, qu'elle ne soit pas seulement un accouplement d'impuissances et que ses organismes dirigeants soient élus par la masse en toute clarté.

Sous ces réserves, et avec la volonté de les faire triompher, faisons bloc pour répondre affirmativement à l'appel que lance — tardivement — Calvayrac !

Questions juridiques

La Commune, *voulant devenir un organe soucieux de renseigner les ouvriers sur les questions juridiques, va commencer une série d'articles tels que : chômage, assurances sociales, accidents du travail, etc. De plus, sur la question de prudhomie, elle se fera un plaisir de renseigner les lecteurs qui en feront la demande.*

Pour ce numéro et à la demande de nombreux lecteurs chômeurs, nous apportons les précisions suivantes sur les formalités à remplir pour toucher le chômage :

Pour être admis aux fonds de chômage, il faut avoir perdu son emploi et être susceptible, par la suite, d'accepter un nouvel emploi (décret du 28 décembre 1926, modifié).

Il faut, en outre, qu'ils justifient :

1° Qu'ils ont exercé pendant six mois (minimum) une profession dont ils tiraient un salaire régulier ;

2° Qu'ils résident depuis trois mois (minimum) dans la commune (décret du 10 mars 1931).

Toutefois, comme chaque fonds de chômage a son règlement, certaines villes de province exigent six mois de résidence.

La qualité de salarié sera justifiée à l'aide de certificats de travail.

Le certificat doit, autant que possible — et beaucoup de villes l'exigent — porter le taux horaire du salaire, ainsi que les allocations familiales, la base des secours de chômage étant calculée sur cela.

Le certificat doit toujours avoir le cachet de la maison ou de l'entreprise pour permettre le contrôle du fonds de chômage, s'il est fait sur papier sans en-tête, la signature du patron doit être légalisée par le commissariat ou par le maire dans les petites communes. Il suffit que le patron ait déposé sa signature, ou qu'il signe en présence du magistrat.

la commune
HEBDOMADAIRE
paraissant le
VENDREDI
Prix : 0 fr. 30
ABONNEMENTS :

France	Un an :	12 fr.
—	Six mois	6 fr.
Etranger	Un an	24 fr.
—	Six mois :	12 fr.

Chèque postal : Brausch 1773.07 Paris

LA MENACE DE GUERRE ET LES JEUNES

JEUNES, ALERTE !

Nous avons reçu d'un jeune ouvrier une lettre que nous passons ci-dessous, intégralement. Ce camarade exprime d'une façon juste son point de vue. Nous le remercions de sa collaboration et l'engageons à continuer.

Profitons de cette occasion pour dire à tous les jeunes que nos colonnes sont à leur disposition pour y indiquer leur exploitation, leur misère et aussi formuler leurs espoirs.

Mandel et Boncour voulaient mobiliser 4 classes. En attendant, le gouvernement masse toutes les forces jeunes du pays militarisé aux frontières de l'Est.

Manœuvres et entraînement des troupes se succèdent à un rythme accéléré.

Une lettre d'un soldat, que je viens de recevoir, est tout à fait significative :

...Nous venons de partir tous pour les fortifications, on roule jour et nuit, comme en 1914, m'a dit un vieux paysan. Ici la population ne veut plus rien acheter, elle a peur d'une nouvelle guerre...

Pendant le court repos physique, le bourrage de crâne des jeunes soldats se fait méthodiquement par les officiers républicains.

2.500 réservistes sont partis de Paris, lundi dernier, par la gare de l'Est.

Même les réservistes qui font normalement leurs périodes sur d'autres points du territoire se sont vus dirigés vers les frontières de l'Est.

Pour enrayer activement et sérieusement le vaste carnage que notre impérialisme nous prépare et où la jeunesse laborieuse sera la première sacrifiée. Que faut-il faire ? Rapidement, créons partout des Comités de soutien des jeunes prolétaires qui sont sous les drapeaux de la bourgeoisie.

Qui lutteront par la propagande dans les casernes et par voie de tracts et de papillons, pour la constitution de Comités de soldats.

Une liaison sera assurée entre ces deux organismes pour lutter effectivement contre la guerre, par le défaitisme révolutionnaire.

Que notre bourgeoisie tremble à l'idée que la guerre qu'elle déclanchera sera sa fin. La Révolution des travailleurs, jeunes et adultes, dans le monde apportera définitivement la paix.

Dans les communes

LILLE

Ici, à Lille, au sujet de la guerre, la mentalité des gens est épouvantable, tous sont prêts à la guerre; les gens du Nord vont garder, dans leur grande majorité, la haine de l'occupation allemande de 14 à 18. Il est bien rare de voir une personne qui ne dit pas qu'en 1918 il aurait fallu aller jusqu'à Berlin et les exterminer tous ! Nous aurons, dans les jours qui viennent, un formidable courant à remonter.

NOUZONVILLE

Un Comité contre la guerre a été formé à Nouzonville, des tracts ont été distribués. Signalons que, dans cette ville comme dans d'autres communes des Ardennes, une certaine clarification se produit dans les rangs du parti communiste. Il y a ceux qui suivent le courant d'union sacrée, qui se soumettent aux ordres de la bourgeoisie, et il y a ceux qui se refusent à le faire; ainsi, la cellule de Nouvion-sur-Meuse est dissoute.

Le parti communiste internationaliste travaillera au regroupement des éléments conscients. La lutte révolutionnaire reprendra là comme ailleurs.

POITIERS

Les communistes-internationalistes interviennent au cours d'une réunion du Front Populaire

Le samedi 14 mars, les Comités locaux du Front Populaire avaient organisé à la Maison du Peuple un meeting qui groupait 1.500 auditeurs.

Le député radical de la circonscription demanda de « bonnes élections », et tour à tour, staliniens et sociaux-démocrates, affirmèrent la nécessité de lutter pour la démocratie et contre les 200 familles.

Il ne fut pas question de l'attitude à adopter en cas de guerre et, seul, le délégué des syndicats déclara que le « moyen suprême » était la... désignation de l'agresseur. Cependant, le dernier orateur, Jamet, des Intellectuels antifascistes s'éleva contre l'Union sacrée et combattit l'idée d'une croisade des démocraties. Mais il déclara que le maintien de la paix ne dépendait que de l'attitude du ministre des Affaires étrangères.

Malgré l'heure tardive, Gailledrat vint préciser la position des communistes internationalistes sur la question de la guerre. Il demanda aux travailleurs présents de se souvenir que l'ennemi est dans leur propre pays et rappelant l'exemple de Lénine, il dénonça la trahison des partis pseudo-prolétariens. Puis il délara que nous n'avons aucune confiance dans le Front populaire qui soutient le ministère Sarraut.

Sur sa demande, la salle vota, à l'unanimité, un ordre du jour s'élevant contre l'arrestation arbitraire de Levacque et réclamant sa libération immédiate.

A la sortie, la déclaration du P.C.I. fut largement diffusée parmi les travailleurs.

Ordre du jour adopté à l'unanimité au cours de la réunion du Front Populaire à Poitiers :

« 1.500 travailleurs poitevins, réunis à l'appel du Front populaire, s'élèvent contre l'arrestation arbitraire du camarade Levacque, saluent son attitude courageuse pendant l'instruction et demandent sa libération immédiate. »

NANTES

Le groupe de Nantes du P.C.I. te présente ce journal (ton journal).

Car *La Commune* n'est pas un de ces journaux soi-disant de masse, où seuls les pontifes, les manitous d'un part ont placé leur nom à des fins électorales.

La Commune, organe central du Parti Communiste International conserve, au contraire, ses colonnes aux ouvriers, aux exploités pour le combat comme pour la réalisation des revendications immédiates, telles que : lutte contre la guerre, lutte contre le maquignonnage électoral et les partis caméléons.

Contre les soi-disant révolutionnaires qui se contentent de faire casser la gueule aux autres en restant eux-mêmes bien à l'abri dans leur bureau ou dans l'immunité parlementaire.

Camarade, il faut lire *La Commune*, la faire lire, l'aider, la défendre, nous avons l'ambition d'en faire un journal fort, avoir une page complète pour notre région, la page nantaise, où tu de vras collaborer, adresser tes articles, tes suggestions, tes critiques.

Profites de nos réunions pour te mettre en rapport avec nous, créer avec nous des comités de défense de *La Commune*.

Défends avec nous *La Commune* qui te soutient dans la lutte et qui est le seul organe prolétarien et non un canard propriété exclusive d'arrivistes politiques bureaucrates des partis.

A l'action pour que *La Commune* soit l'organe fort et invincible des exploités des villes et des champs.

le groupe Nantais

DONT ACTE

Rectification. — Dans la liste des membres du C.C. publiée dans le numéro précédent, diverses coquilles ont passé. Il y a lieu de rectifier comme suit :

Giblin, membre du P.C. de 1926 à 1932, démissionnaire.

Gouannau, ex-membre du P.C., exclu du rayon majorité de Saint-Denis (groupe Doriot).

Baude, démissionnaire du P.S.

***

Camarade,

Comme suite à notre conversation et au sujet de l'article paru dans votre numéro du 6 mars, je vous prie de bien vouloir faire paraître le rectificatif au sujet de notre camarade Louis Grougnet, vieux militant du parti socialiste qui est très dévoué et très sincère.

Ne doutant pas que votre bonne foi ait été surprise et comptant sur votre loyale camaraderie, je vous adresse mes salutations fraternelles et socialistes.

Section S.F.I.O. d'Issy-les-Moulineaux
FOBCAIL, *secrétaire*

PREMIER MEETING DES J.S. S.F.I.O. DE LA SEINE

Les Jeunesses S.F.I.O. de la Seine ont tenu, hier soir leur premier meeting central depuis l'exclusion des J.S.R. Piteux exemple de « l'Entente plus forte que toujours » : à peine cent cinquante jeunes, salle aux deux tiers vide. Refus à un délégué du Parti de porter la contradiction par la jeune présidente S. Buisson. Lamentable manifestation.

Lettre d'un ouvrier de Saint-Denis

Doriot nous a fait lundi soir, au Théâtre un grand discours sur la situation mondiale comme auraient pu en faire sur ce sujet Herriot, Laval, Sarraut et autres, (sauf le parti pris contre l'U.R.S.S.).

Comme il l'a déjà dit dans son discours à la Chambre, Doriot prétend que Staline veut la Révolution mondiale et il veut la guerre avec l'espoir que la Révolution mondiale en sortira.

Nous voyons néanmoins sur les murs de Saint-Denis des affiches « Fusilleurs d'ouvriers » et je me demande comment Doriot peut-il croire que celui qui fait emprisonner et même fusiller les objecteurs aux méthodes stakanovistes peut en même temps désirer l'instauration mondiale du socialisme qui est la condamnation du stakanovisme.

***

Pourquoi Doriot veut-il nous faire croire que Staline qui a réappris la « Marseillaise » aux troupes de Cachin, ne l'a fait qu'avec l'arrière-pensée d'en faire, au signal convenu, des défaitistes révolutionnaires ?

Mais ce drapeau du défaitisme révolutionnaire tombé des mains des communistes et qu'ils ne relèveront pas, pourquoi Doriot ne le relève-t-il pas lui-même ? Là-dessus, pas un mot.

Détaillant longuement, et avec compétence, toutes les tractations par lesquelles les états capitalistes ont vainement essayé de résoudre les contradictions qui les divisent, Doriot oublie de dire à un auditoire de plus de 4.000 ouvriers que cette guerre, dont il ne veut pas, est inévitable tant qu'existeront ces contradictions inhérentes au régime capitaliste (qu'il soit démocratique ou fasciste) qu'on ne lutte contre la guerre qu'en luttant révolutionnairement contre le capitalisme et qu'on n'aura la paix qu'avec sa disposition totale.

***

Au lieu de cela Doriot avertit Hitler que des conquêtes en Europe ne paieront pas, car la crise a dévoré toutes ressources. Mais le Japon envahit la Chine et, « sans vouloir faire figure de colonialiste »... il y a des routes à tracer en Chine, des canaux à creuser, des richesses inexploitées à mettre en valeur.

Doriot sait ce qu'il dit. Il connaît la Chine. Il y a été envoyé en mission, en 1927, alors que les révolutionnaires chinois, abandonnés par Staline allaient finir dans les chaudières des locomotives de Shanghaï.

Mais cette Chine que le Japon menace, Doriot ne trouve-t-il rien de mieux à lui offrir que les services d'Hitler ?

Et n'a-t-il rien de mieux à conseiller au peuple allemand dans la misère que d'aller aggraver la misère du peuple chinois ?

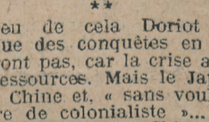
***

Et à nous enfin, les ouvriers dont il était l'espoir, est-ce là tout ce qu'il trouve à nous dire au moment où le capitalisme mondial se débat dans sa dernière crise et quand déjà tant d'entre nous se sentent prêts à l'action ?

Nous trouverons nous-mêmes nos directives et nos mots d'ordre. Il était dit que les révolutionnaires de France iraient au combat sans aucun des dirigeants qui depuis 20 ans leur prêchaient la Révolution. N'importe. Nous irons sans eux.

Salutations révolutionnaires.

Un ouvrier de chez Sulzer.



SAINT-DENIS

Doriot n'a pas abandonné les méthodes stalinistes en passant à la bourgeoisie.

Il fait lacérer nos affiches et circuler des infamies et des calomnies sur notre compte. Mais ce que l'*Humanité* n'a pu réussir, Doriot arrivera encore moins à le faire

Elevage et dressage de chiens de toutes races. Achat et vente. Chenil de Chambières. Tous renseignements à Becker, 20, rue Coislin, Metz.

Les exclusions dans les J.S. de Lille

Après l'exclusion de la Fédération de la Seine, au Congrès de Lille, par la bureaucratie réformiste, le C.F.M. des J.S. de Lille avait, sur la proposition de Leconte, fait adopter par l'assemblée générale des J.S. une motion de discipline vis-à-vis des partis, dans laquelle on disait notamment qu'il était interdit d'adhérer à une fraction intérieure aux J.S. et de collaborer au journal de cette tendance.

A la suite des derniers événements internationaux, qui démontrent d'une façon claire et précise la dégénérescence des deux internationales ouvrières, mon camarade Moreau et moi avons décidé en commun de passer outre la discipline des J.S., et nous avons diffusé *Révolution*, qui, politiquement, a une voie juste et conséquente avec la théorie marxiste, évidemment, notre action jour la diffusion de l'organe des J.S.R. n'a pas plu aux bureaucraties réformistes, qui viennent de le démontrer en nous excluant, Moreau et moi, des J.S. de Lille, sans qu'aucune explication de notre part puisse être faite devant l'ensemble des jeunes socialistes; il est clair que, sur le point de vue formel de la discipline, nous avons tort, mais nous estimons qu'il aurait été plus logique de nous convoquer devant l'assemblée générale pour nous permettre de définir les raisons qui militent en faveur de notre attitude, mais nous devons le dire très franchement : nous acceptons la mesure prise contre nous et notre seule protestation sera que, par notre action journalière, nous arrivions à faire comprendre à la jeunesse ouvrière lilloise la faillite des deux organisations de jeunes, et de rassembler sous la bannière des J.S.R. l'ensemble de la jeunesse, pour la conduire à sa mission historique, qui est le renversement violent de la bourgeoisie et l'instauraton du gouvernement ouvrier et paysan.

CORNILLE.

Avec le soldat

× A Lyon — Au 99e R.I.A., le soldat Frédie est mort.

× A Nancy. — Au 26e R.I., un soldat, après quatre essais malheureux, fut enfin reconnu au cinquième. Il est mort. Soigné à temps, il aurait peut-être été sauvé.

× A la 17e Compagnie de l'Air (Porte de Versailles), un soldat est mort, après avoir été dirigé à l'hôpital du Val-de-Grâce, où il fut hospitalisé.

× A Epernay. — Au 9e dragons, 100 soldats sont malades. 60 sont à l'infirmerie, les autres sont consignés à la caserne.

La lutte des chômeurs

AUX CHOMEURS D'ARGENTEUIL

L'exonération des loyers reste toujours en suspens, et c'est le 24 que doit avoir lieu la ratification du décret-loi qui doit être voté au Sénat, nous pensons nous chômeurs, que ce vote ne sera effectif que devant l'action de classe. L'Union des comités ouvriers dirigés par le P.C. ont pris la décision de faire une manifestation devant le Sénat le jour et à l'heure du vote. Or, pour ce qui est de cette manifestation rien n'a été préparé pour qu'elle revête une ampleur suffisamment grande pour que le Sénat se trouve face à la protestation des masses obligé de donner satisfaction aux chômeurs, et nous en déduisons, nous chômeurs G.A.R., que les responsables sont en train d'endormir les chômeurs et dans huit jours ils viendront nous dire comme au temps où Perronnet est allé au Conseil général pour la même revendication: vous les chômeurs, vous n'avez pas soutenu l'élu du F.P. Les chômeurs ne soutiendront les élus du F.P. que dans la mesure où on les appellera à la lutte, si vous les laissez dormir, ils resteront chez eux; la responsabilité n'est pas aux chômeurs, mais à ceux qui les dirigent, or le comité qui d'ordinaire fait sa réunion le mercredi la reporte d'après le bruit qui court, à vendredi 20, toujours du retard au lieu de prendre l'avance.

A PAVILLONS-SOUS-BOIS

Comme dans les autres communes de la banlieue, le Comité des chômeurs a constitué un Comité d'entraide qui s'est adressé au curé et au Président des Croix de Feu, Collaut. Celui-ci a répondu à l'initiative pour entrer au Comité d'entraide, qu'il ne pouvait y adhérer car les Croix de Feu avaient prix des dispositions pour venir en aide aux chômeurs et il invitait par suite le Comité à lui envoyer des chômeurs pour en profiter !

A COURBEVOIE

Le « Comité d'entr'aide » existe là aussi et chez nous il comprend Grisoni ainsi que les « **dames patronesses** » c'est-à-dire, à Courbevoie les dames d'Action française!

DRANCY

Le citoyen Deleuze, adjoint au maire (ne pas confondre avec l'abbé Deleuze curé de Drancy et membre du même comité d'honneur avec le précédent), dans un grandiloquent discours, le lundi 9 mars, au cours du pointage des chômeurs a parlé de provocateurs trotskystes.

Allons Deleuze, ne te souviens-tu plus de Roubaix où la population ouvrière t'a venu pour tes provocations, qui firent tuer à ton instigation un ouvrier socialiste.

Si tu as la mémoire courte nous allons te la rafraîchir et mettre à jour devant les ouvriers de ce pays, le temps où tu te signalais dans le Nord tant par tes provocations que par ton manque de courage.

REGION ROUENNAISE

D'une lettre :

« Le Rayon Rouen Nord du P.C. termine ses appels :

Vive le Parti communiste **Français**,
Vive la République **Française** des Soviets.

Et nous ici nous répondons : Vive le Pati Communiste Internationaliste !

Activité des groupes d'action révolutionnaire

Les groupes d'action révolutionnaires vont tenir, le samedi 28, la seconde session de leur congrès. Dans la première phase de leur développement, ils ont rassemblé les militants de tous les partis et hors les partis qui n'acceptaient pas la politique d'union sacrée imposée aux travailleurs et se regroupaient sur une base minimum pour mener une propagande de classe. Un des points de cette base de départ était la reconnaissance de la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire ; ce parti, la conférence du 7 et 8 mars lui a donné le jour, et il est et deviendra de plus en plus l'animateur du regroupement révolutionnaire ; il n'est pas un obstacle au développement des G.A.R. ; il est un sérieux moyen de leur développement, ses militants au sein des G.A.R. par leur activité et leur exemple pourront faire progresser son influence, comme cela peut être l'espoir des militants d'autres tendances.

L'existence du Parti permet la refonte de la base minimum d'adhésion aux G.A.R. afin qu'ils soient le plus largement ouvert à tous ceux qui veulent lutter contre la guerre et contre le fascisme.

Le Congrès, par la solution qu'il adoptera, fera faire un bond au regroupement révolutionnaire.

POSITION DES G. A. R. DE MONTCHAT

Nous pensons qu'en régime capitaliste, avec les moyens dont il dispose, l'église, la politique, la finance, la presse, et les états-majors à leur solde, aucun gouvernement ne peut décréter la mobilisation et faire la guerre, par conséquent, à leur seul profit. En considération de ces faits et de ce que serait une guerre avec les armements modernes et surtout l'aviation et les gaz, qui à l'arrière comme à l'avant sèmeraient la désolation, la famine et laisseraient vainqueur et vaincu dans une détresse effroyable et sous la dépendance absolu des pays capitalistes qui n'auraient pas fait la guerre.

Nous nous élevons énergiquement contre toutes les guerres, même de défense (car nous ne saurons jamais qui aura attaqué) et contre tous pactes d'alliances (qui sous prétexte de lutte contre l'Allemagne fasciste nous mettraient sous le pouvoir absolu des fascistes français et des puissances d'argent qu. les soutiennent, ainsi que des états-majors à leur solde, qui dictent et imposent leurs volontés par la répression, la censure et sans contrôle aux profits des capitalistes internationaux.

Pour nous G.A.R. de Monchat pour toutes classes de la Société (excepté le grand capitalisme) le salut est dans le désarmement général et unilatéral, en commençant par notre propre pays.

Car tout plutôt que la guerre et préconisons la grève générale et l'insurrection pour faire échec à tout gouvernement d'armement et de guerre.

ASNIERES

Dimanche 15 mars, nos camarades vendaient *La Commune* à Asnières, diffusant largement le Manifeste du Parti Communiste Internationaliste, lorsqu'ils furent insultés et pris à partie par un groupe de Croix de Feu sortant d'une réunion tenue à la salle des Fêtes. La riposte des nôtres et d'ouvriers présents fut violente, plusieurs fascistes furent corrigés d'importance. La police, intervenant, arrêta à tout hasard quatre prolétaires. Les Croix de Feu ont, paraît-il, porté plainte. C'est un comble ! S'imaginaient-ils, ces émules d'Hitler, que les ouvriers étaient prêts à subir leurs provocations ? Contre l'organisation militaire des assassins : milices ouvrières !

DEMISSION DU P.S. A DRANCY

Drancy, le 4 mars 1936.

Citoyen Paul Faure, secrétaire général du Parti socialiste S.F.I.O.,

Ayant été près de deux ans secrétaire de la section de Drancy, je suis absolument écœuré par les procédés petits bourgeois et staliniens suivis par les membres de la C.E. fédérale de la Seine; où, à l'exemple de tout le Parti, la démocratie n'est plus qu'un vain mot, où le seul fait de se dire, de penser et d'agir en révolutionnaire équivaut à une exclusion immédiate, alors que des citoyens comme Duchanel, gangster notoire, peuvent encore, après deux ans de conflit, agir et causer au nom du Parti et se servir de leur titre de membres du Parti pour commettre encore les pires délits et tirer dans le dos des militants sincères.

Puisque les bandits ont tous les droits et que les militants de la base ont juste celui de se faire tuer le cas échéant, (comme cela faillit m'arriver le soir du 13 février, ayant reçu d'un chef Croix de Feu un coup de poinçon dans la tempe gauche), le devoir aussi de donner ses sous péniblement gagnés pour engraisser des Suzanne Buisson, complice de Duchanel dans ses agissements contre une section qui a le tort d'avoir eu le courage de lutter pour que l'idéal socialiste et révolutionnaire, tué dans cette localité par Duchanel et les dirigeants comme Zyromsky, Desphelippon, etc., vive malgré tout au cœur de la population ouvrière.

Dites à tous ces faisans de la politique que vous connaissez bien et qui sont gavés dans le cadre du régime bourgeois, de venir remonter une section à Drancy, avec Duchanel comme secrétaire; vous y trouverez des adhérents comme ceux qui les suivent actuellement, prêts à toutes les compromissions, à toutes les trahisons pour en tirer un profit.

Etant, d'ailleurs, de ceux qui pensent que, devant les événements actuels, la deuxième Internationale, qui avait failli déjà en 1914, est maintenant à la remorque de la troisième, qui, elle, a fait une banqueroute frauduleuse, je vais maintenant donner mon adhésion à la quatrième, qui, elle, essaie et arrivera à rassembler tous les militants conscients qui en ont assez de compromissions avec une bourgeoisie pourrie.

Recevez mon salut révolutionnaire.

LANGLOIS.

CLICHY G. A. R.

Activité chez les chômeurs

Les camarades du G.A.R. ont réussi à faire comprendre, aux chômeurs de Clichy, l'urgence de l'action a mener pour l'exonération des loyers.

Une manifestation devant le Sénat a été décidée à l'unanimité.

***

Dimanche, à 17 heures, nos camarades étaient avisés que les Croix de Feu s'agitaient à leur permanence et se préparaient à une action dans Clichy. Une dizaine des nôtres se rendirent à proximité pour alerter, en cas de besoin, les organisations et surveiller les hommes de de la Rocque. Ceux-ci, se voyant démasqués, prirent à partie deux ouvriers et allèrent jusqu'à trainer de force l'un d'eux dans leur local. Mal leur en prit, la porte de leur permanence fut enfoncée et le camarade délivré non sans mal pour les fascistes. L'arrivée de renforts ouvriers et la leçon reçue leur passa l'envie de réagir. Après dispersion par la police, Naile fit un appel à l'action directe... Nous sommes là-dessus d'accord avec lui, encore faut-il réunir au plus tôt les Volontaires de la Liberté pour organiser cette action directe que, seule, une milice ouvrière sérieuse peut mener à bien.

La Vie du Parti

Une semaine de départ, un effort considérable a été fait. Nous donnerons, dans notre prochain numéro, une série de correspondance qui en témoigne. Dans toutes les régions de France, le Parti Communiste internationaliste a annoncé sa naissance en entamant la lutte contre la guerre par le rassemblement de toutes les forces n'acceptant pas l'union sacrée.

Paris, Lille, Nantes, Nouzonville, Lyon, Toulon, etc., ont embrayé sérieusement le travail; ce n'est qu'un début en face du vaste effort de propagande et d'organisation des prochaines semaines.

Notre affiche : *Une nouvelle édition de notre affiche* La guerre... *sera au siège vendredi soir; placarder; faire tournées de ronde, car le lacérage de ces affiches a été systématique dans tous les quartiers de Paris et de banlieue.*

Nos papillons : *Le papillon édité en commun avec les G.A.R. contre la guerre doit être épuisé cette semaine; il en reste près de dix mille; passez vos commandes et posez sérieusement.*

Notre tract : *Il ne reste plus aucun tract* La Guerre. *Le Comité Central décidera, dimanche, du matériel de propagande, et les groupes en recevront immédiatement.*

Pour le matériel de propagande, les militants isolés qui, n'en auraient pas reçu et les groupes qui n'auraient pas été suffisamment approvisionnés doivent faire connaître les quantités à envoyer à l'avenir.

Constituez vos sections ! *Programmes, bulletins d'adhésion, cartes, statuts, feuilles de renseignement ont été expédiés aux groupes.*

Dans la huitaine de la réception du matériel, le groupe local (section ou cellule) doit être constitué, les renseignements retournés au centre, la division du travail fait de telle sorte que les G.A.R. se développent.

Bulletin d'information international. — *Nous avons édité un* Bulletin d'information international, *avec les éléments de la presse internationale de la L.C.I. Les groupes qui n'en auraient pas reçu doivent en faire la demande au centre.*

Trésorerie : *Les groupes recevront une circulaire de la trésorerie; une comptabilité sévère du matériel et des cotisations doit être tenue, des rentrées assurées, c'est la seule façon de contribuer à l'appui du centre aux groupes.*

Pour le meeting du 24 mars

(*Suite de la 1re page*)

1. Malgré un appel du Comité contre la guerre et le fascisme ainsi que de notre Parti pour l'organisation en commun du meeting, seules les organisations ci-dessus ont accepté de participer à ce meeting, la Gauche Révolutionnaire S. F. I. O. s'est abstenue, les Anarchistes de même, ainsi que l'Entente des J.S. de la Seine, la Patrie Humaine, etc... Le meeting maintenant organisé, si ces organisations qui se réclament de la lutte contre la guerre veulent y participer, elles le peuvent encore.

2. Le présidium du meeting comprendra un membre de chaque organisation. Le Bureau sera composé d'un camarade du J. S. R., d'un camarade de la Fédération Communiste Libertaire et de notre camarade Marguerite Faussecave qui présidera le meeting. Le service d'ordre sera commun et les organisations ont décidé de la mettre sous la direction de notre camarade D.

3. *Un gros effort* « contre le courant, » doit être fait pour la réussite du meeting. Les organisations ont édité une affichette que les groupes doivent apposer dans chaque quartier et qui seront à leur disposition vendredi au siège.

Le P. C. I. a édité une affichette, et, en cas de lacérage, éditera un grand nombre de tracts pour samedi.

Tous les groupes de banlieue doivent être présents et s'organiser en sorte d'amener des sympathisants. Mobilisation pour le 24 ! Toutes nos forces pour cette première manifestation de regroupement révolutionnaire contre l'Union sacrée.

NOTE DE LA REDACTION

Nous laissons au marbre :

— Lettre d'un étudiant.
— Convocation du Groupe Prolétariat.
— Communication sur le Cours marxiste (la prochaine séance aura lieu le 30 mars).
— Communication des E. S. R.
— Différents comptes rendus dont ceux des réunions de Sannois et d'Argenteuil.

CONVOCATIONS

Parti Communiste Internationaliste. — Comité Central. — Le C.C. se réunira le dimanche 22 mars de 15 heures à 18 heures. Ordre du jour :

1) Situation politique et tâches;
2) Lettre du Secrétariat International;
3) Questions diverses.

Présence obligatoire de tous les membres à 15 heures précises.

P.C.I. — Bureau Politique chaque lundi.

Congrès des G.A.R. de la R.P. (2e session) — La seconde session du Congrès des G.A.R. de la région parisienne aura lieu le **samedi 28 mars, à 16 heures au siège.**

Représentation : 1 délégué par G.A.R. et 1 délégué supplémentaire par 10 membres.

En prévision de ce congrès, les G.A.R. doivent placer à l'ordre du jour de leurs réunions la discussion des projets de résolutions parus dans le bulletin intérieur des G.A.R.

Groupe d'Action Révolutionnaire. — Samedi, à 17 heures, au siège. Comité de formation : présence indispensable des délégués des groupes. Ordre du jour très chargé ; prendre le bulletin intérieur aux groupes.

Rédaction de « La Commune ». — Samedi, 19 heures, discussion collective du numéro de la semaine. Elaboration du numéro suivant.

Lundi, 19 heures : Mise au point du prochain numéro.

Appel à tous les militants s'intéressant aux travaux de notre rédaction pour participer à ces réunions.

Administration de « La Commune ». — De 16 à 21 heures chaque jour permanence.

G.A.R. du 18e. — Vendredi soir, chez Chamet à 9 heures.

G.A.R. du 13e. — Samedi 28 mars, 20 heures 30, **Réunion publique** chez Lartaux, 13, rue Stéphenson. Qu'est-ce que les G.A.R. ? Les G.A.R. en face du Front populaire et de la guerre.

Orateurs du G.A.R. du 18e et de Clichy.

G.A.R. du 19e. — Tous les jeudis, à 21 heures précises, assemblée générale, bureau à 20 h. 30.

G.A.R. Argenteuil. — Permanence mardi et samedi, de 18 à 20 heures, Café Marceau, place de la Ceinture, à Argenteuil.

G.A.R., Saint-Denis. — Vendredi, 20 h. 30, au local.

Clichy G. A. R. — Assemblée générale jeudi à 20 h. 30, 36, rue Chance-Milly.

G.A.R. DE DRANCY

Notre groupe local organise chaque vendredi, à 21 heures, et cela à partir du vendredi 6 mars, une conférence hebdomadaire sur le marxisme et le léninisme. Ces conférences auront lieu au café du Marché (anciennement La Sardine), 114, rue des Petits-Ponts.

L.I.A.P.S. — Dimanche 22 mars, à 14 heures 30, au 10 rue de la Boulangerie, la L.I.A.P.S. organise une goguette avec la participation des artistes de la Muse Rouge. Entrée gratuite.

Mardi 24 mars, au siège, 10, impasse Thiers, à 20 h. 30, causerie par une camarade des J.E.U.N.E.S. Sur la crise et la guerre.

Impr. spéc de la commune
9, r. Louis-le-Grand, Paris-2e
Le gérant : G. Van Heijnert